

BULLETIN

AP/CQ

ASSOCIATION DES PROFESSEURES
ET DES PROFESSEURS D'HISTOIRE
DES COLLÈGES DU QUÉBEC

RETOUR SUR LE CONGRÈS

L'HOMME DANS LA VILLE : UNE HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE DE CHICAGO À MONTRÉAL EN PASSANT PAR DRUMMONDVILLE ET LES BANLIEUES

PRODUCTIONS FILMIQUES
La Corriveau
La Grande Guerre



SOMMAIRE

L'Association des professeurs et des professeurs d'histoire (APHCQ) est une association sans but lucratif incorporée en vertu de la loi sur les compagnies. L'APHCQ regroupe depuis 1994 les professeurs d'histoire des collèges du Québec, qu'ils soient publics ou privés. On peut devenir membre associé ou membre étudiant de l'APHCQ même si on n'enseigne pas dans un collège.

POUR DEVENIR MEMBRE

il suffit d'envoyer ses coordonnées (nom, adresse, institution s'il y a lieu, téléphone, courriel) et un chèque de 50 \$ à l'ordre de l'APHCQ à :

Sylvain Lacoursière

3098 Joseph-Hardy
Saint-Hubert (Québec) J3Y 8R1

Sylvain.Lacoursiere@collegeahuntsic.qc.ca

POUR REJOINDRE L'ASSOCIATION

Frédéric Bastien
frederic@bastien.com

EXÉCUTIF DE L'APHCQ 2015-2016

Frédéric Bastien, président (Collège Dawson)
frederic@bastien.com

Sylvain Lacoursière
(Collège Ahuntsic)
Sylvain.Lacoursiere@collegeahuntsic.qc.ca

Guillaume Breault-Duncan, conseiller
(Cégep André-Laurendeau)
guillaume.breault-duncan@clairendeau.qc.ca

Julie Guyot, conseillère
(Cégep Édouard-Montpetit)
julie.guyot@cegepmontpetit.ca

Patrice Regimbald, conseiller
(Cégep du Vieux Montréal)
pregimba@cvm.qc.ca

Geneviève Tremblay, conseillère
(Cégep de St-Jérôme)
gtrembla@cstj.qc.ca

COUVERTURE

Informations 2

LE MOT DU PRÉSIDENT

3

PRODUCTIONS FILMIQUES

La Grande Guerre | Géraud Turcotte 4-9

La Corriveau | Alain Vézina 10-11

LE CONGRÈS EN TEXTES ET EN IMAGES

12-13

La ville comme épiscetre de la modernité | Harold Bérubé 14-17

Quand la ville fait l'Histoire | Gérard Beaudet 18-22

La banlieue de l'après-guerre | Patrice Regimbald 23-38

PUB

40

EN COUVERTURE

Ville et château de Nérone au XV^e siècle
(Armorial de Guillaume Revel)

Source: Wikimedia commons

BULLETIN DE L'APHCQ

Comité de rédaction

Frédéric Bastien | Collège Dawson
Patrice Regimbald | Cégep du Vieux Montréal
Geneviève Tremblay | Cégep de St-Jérôme

Révision des textes

Chantal Paquette | Cégep André-Laurendeau
Patrice Regimbald | Cégep du Vieux Montréal

Collaborateurs spéciaux

Gérard Beaudet | Université de Montréal
Harold Bérubé | Université de Sherbrooke
Géraud Turcotte | Cégep de l'Outaouais
Alain Vézina | Cégep de St-Jérôme

Conception et infographie

Geneviève Dubé | Magistral Design

Impression

Litho Rosemont inc.

Pour faire paraître un article une publicité dans le Bulletin ou pour contribuer à la banque de photos, communiquez avec :

Patrice Regimbald
pregimba@cvm.qc.ca
514 982-3437 poste 7925

ISSN 1203-6110

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque nationale du Canada.

PROCHAINE PUBLICATION

AVRIL 2017

Thème : Les cinquante ans des cégeps

Tous les articles reliés à une problématique historique, à l'enseignement au collégial, à des recensions de productions historiographiques, audiovisuelles ou multimédias ou à des interventions visant la promotion de l'enseignement de l'histoire seront les bienvenus.

Spécification des textes et visuels à fournir

Un fichier texte produit sur MAC ou PC, sauvegardé en format WORD ou RTF en Times ou Arial 12 points avec sous-titres, références et notes en fin de document et avec le moins de travail de mise en page possible.

Les auteurs sont responsables de leurs textes. Si vous avez des visuels à proposer, faites-nous les parvenir avec la meilleure qualité possible :

- Résolution idéale : 300 dpi
- Résolution minimale : 150 dpi
- Captures d'écran : 72 dpi



MOT DU PRÉSIDENT

PAR FRÉDÉRIC BASTIEN

Comme chaque année, le congrès annuel est le moment fort de notre association. Tenu au Collège Ahuntsic, celui de 2016 n'a pas fait exception. Le comité organisateur a fait du très bon travail. Les inscriptions ont été nombreuses — 73 congressistes ont participé à l'événement — et nous avons eu droit à de nombreuses conférences très intéressantes dont vous trouverez le texte, pour certaines d'entre elles, dans les pages de ce numéro.

Parlant du congrès, l'année 2017 se présente différemment. Aucun cégep ne s'est porté volontaire. J'ai essayé de convaincre mes collègues du collège Dawson d'organiser l'événement. Pour toutes sortes de raisons qui seraient trop longues à expliquer ici, ils seraient partants pour 2018, mais pas pour 2017.

Il n'est toutefois pas envisageable de faire l'impasse sur notre rencontre printanière, ne serait-ce que parce que nos statuts nous contraignent à tenir annuellement une assemblée générale. Le comité exécutif de l'APHCQ a donc décidé d'organiser une « journée d'étude » ou, si vous préférez, une version plus courte et moins ambitieuse du congrès habituel. L'événement se tiendra au Cégep du Vieux Montréal le 1^{er} juin 2017. Précédé d'une activité culturelle la veille (une visite de *Montréal en histoires*?), la journée se tiendra de 9 à 5 et sera suivie d'un repas au restaurant pour ceux qui le désireront. Au menu de cette rencontre, nous prévoyons une allocution d'ouverture et quelques conférences sur le thème des commémorations. En plus, bien sûr, d'y tenir notre assemblée générale.

Pour demeurer vivante et dynamique, notre association doit compter sur l'implication et le dévouement de ses membres. J'espère donc que même dans cette formule simplifiée vous serez nombreux à vous inscrire à cette journée d'activités dont la programmation sera communiquée dans les prochaines semaines.

Par ailleurs votre association a continué de suivre les dossiers liés à l'histoire, en l'occurrence le 375^e anniversaire de Montréal. J'ai écrit dans le journal *Le Devoir* et je suis intervenu à la télévision pour faire valoir que le volet histoire de cet anniversaire était laissé pour compte.

Selon mes sources, notre intervention et celle d'autres joueurs ont permis de sensibiliser les décideurs et d'améliorer les choses. Un historien a été embauché par le comité du 375^e et des volets « histoire » ou des projets en histoire ont été ajoutés. On pense notamment à *La promenade Fleuve-Montagne*, un trajet qui amènera les visiteurs du fleuve à la montagne en leur faisant voir certains atours de la ville. Au départ ce projet ne faisait aucune place à l'histoire, mais cela a été corrigé depuis.

Des activités ayant pour thème l'histoire auront également lieu dans certains quartiers, par exemple « On se voisine à Lachine ». Un livre, *Montréal au fil du temps*, expliquant l'histoire de la ville aux enfants a aussi été publié. En somme, les choses se sont améliorées. À mon sens, il faut toutefois déplorer que certains aspects du passé de Montréal — le caractère français de la métropole ou le messianisme catholique de ses fondateurs — semblent complètement absents du volet histoire. Cette commémoration sera marquée par une vision multiculturaliste, plaquée de façon anachronique sur le passé, et ne permettra pas à nos concitoyens de mieux comprendre ce qui animait nos ancêtres.

Quoi qu'il en soit, votre association aura joué son rôle dans toute cette affaire. J'espère vous revoir lors de notre journée d'étude, car le thème de la commémoration aidant, nous aurons sûrement le plaisir de parler de vive voix de ce sujet et de bien d'autres. Au plaisir de vous y retrouver.

PRODUCTIONS FILMIQUES

100 ANS DE GRANDE GUERRE AU GRAND ÉCRAN

PAR GÉRAUD TURCOTTE

CÉGEP DE L'OUTAOUAIS

C'est avec la Première Guerre mondiale que débute au cinéma le sous-genre des « films de guerre ». Cette guerre en sera la principale substance jusqu'à ce qu'elle soit détrônée par le deuxième conflit mondial et ce, pour de multiples raisons. Cependant, le corpus cinématographique portant sur la Grande Guerre est assez imposant pour en justifier un survol. Je vous propose donc d'analyser dans le temps l'évolution de ce corpus en mettant en relief le lien entre les thèses défendues par les films et leur époque de production.¹

DIABOLISONS L'ENNEMI

On conçoit très rapidement que le cinéma peut servir à la propagande. On se lance donc dans la production documentaire. Tout y passe : de la fabrication des casques à celle des obus, la guerre et les enfants, les défilés, les cérémonies funéraires. On fait aussi des montages d'actualités montrant ce que l'on croit être des scènes de guerre².

Du côté du cinéma de fiction, on va plutôt favoriser le cinéma d'évasion ; comédies, drames romanesques et drames historiques à saveur patriotique. Les films de guerre, loin d'être majoritaires, ont tout de même leur place. Dans la majorité de ces films, l'amour maternel et l'amour de la patrie y sont intimement liés. Les scènes de combats font la part belle aux actes héroïques et à l'esprit chevaleresque des combattants nationaux. Le personnel médical s'occupe de tous les blessés, peu importe leur nationalité. Quant à l'ennemi, c'est le barbare³ prêt à toutes les turpitudes. Prenons l'exemple du film *Pour l'humanité/The Heart of Humanity* (1918) d'Allen Holubar dans lequel trois scènes ont retenu mon attention. Les Allemands s'emparent d'une ville française. Les infirmières et les enfants n'ont pas pu être évacués à temps. Devant des civils affamés, les Allemands versent au sol le contenu de bidons de lait laissés par les Américains. Un peu plus loin, un officier allemand, joué par Erich von Stroheim⁴, tente de violer une infirmière. Dans la chambre se trouve aussi un berceau avec un bébé qui ne cesse de hurler, ce qui à l'heure de déconcentrer notre officier. Il agrippe donc le bébé et le lance par la fenêtre (n'ayez crainte, l'infirmière sera sauvée à temps). Finalement, quand les Alliés reprennent la ville, les Allemands se servent des civils comme boucliers humains.



JUSTIFIONS NOS MORTS

La fin de la guerre ne marque pas la fin de ce sujet sur les écrans. Au contraire, on assiste à une production importante chez les pays vainqueurs dans laquelle on retrouve l'esprit de Versailles, c'est-à-dire l'idée de responsabilité allemande. Les films, dans lesquels on exalte le patriotisme, servent à façonner les rites du deuil collectif. Un bon exemple de cette approche est la première mouture⁵ de *J'accuse* (1919) d'Abel Gance dans lequel le réalisateur dénonce le militarisme allemand en le désignant comme «le» responsable de la guerre. À la fin du film, les morts au combat sortent de terre pour s'assurer que leur sacrifice n'a pas été vain.

Dans plusieurs productions des années 1920, on met en scène un triangle amoureux formé de deux hommes aimant la même femme. Les deux rivaux, hostiles au départ, développent une forte camaraderie virile (la femme servant à gommer toute trace d'homosexualité). Le sacrifice de l'un permet à l'autre d'atteindre le bonheur avec la bien-aimée tant convoitée⁶. Nous voyons ce schéma dans des films comme *Les quatre chevaliers de l'Apocalypse* / *The Four Horsemen of the Apocalypse* (1921) de R. Ingram, *Au service de la gloire* / *What Price Glory?* (1926) de Raoul Walsh, *Ailes* / *Wings* (1927) de William Wellman, *L'équipage* (1928) de Maurice Tourneur⁷ ou encore *Les anges de l'enfer* / *Hell's Angels* (1930) de Howard Hughes.

Une production marque cependant un point tournant quant au moteur de la guerre. Il s'agit de *La grande parade* / *The Big Parade* (1925) de King Vidor dans lequel le héros, fils de grands bourgeois, ne combat pas par patriotisme, mais plutôt par solidarité envers ses camarades. La guerre devient

donc un élément de démocratisation de la société. Et la guerre pour sauver la patrie devient la lutte pour la sauvegarde des valeurs démocratiques, un combat des démocraties et de la liberté contre les monarchies et l'oppression.⁸ Ce thème reviendra souvent dans les productions américaines ultérieures.

L'INTERLUDE PACIFISTE

La grande dépression des années 1930 sème dans la population occidentale méfiance et cynisme envers les institutions libérales et démocratiques. Il devient possible de critiquer l'État et le gouvernement. De plus émerge une génération de jeunes réalisateurs qui ont vécu la guerre et ses horreurs en tant que combattants, donc de l'intérieur. Finalement, un courant pacifiste, déjà présent dans les années 1920 en littérature, se transporte au grand écran, passant du monde des intellectuels à celui des masses. On produira donc, au tout début de la décennie, des

films pacifistes, sans pour autant tarir la source des films patriotiques. Un thème récurrent est celui d'un petit groupe de militaires qui, tout au long de la guerre, diminue en nombre, parfois jusqu'à l'extinction. C'est le cas de films comme *Quatre de l'infanterie* / *Westfront 1918* (1930) de Georg W. Pabst qui dépeint le destin tragique des héros et la monotonie de la vie des soldats dans les tranchées. On montre aussi les difficultés d'approvisionnement vécues par les civils. Les États-Unis produisent la même année *À l'Ouest rien de nouveau* / *All Quiet on the Western Front*

(1930) de Lewis Milestone (d'après le roman de Erich-Maria Remarque) sur une histoire assez semblable à la précédente. Le film débute avec un professeur allemand qui exalte le patriotisme de ses étudiants pour les inciter à s'enrôler pour défendre la patrie, geste noble et impératif. L'horreur des combats y est présentée de manière visuelle mais aussi sonore. La vie dans les tranchées, monotone



durant les accalmies, devient infernale lors des bombardements que le spectateur entend maintenant⁹. Les scènes de combat n'offrent aucun romantisme; les charges d'infanterie sont d'inutiles carnages qui ne déplacent même pas les lignes de front. Les soldats ignorent l'origine de la guerre et s'interrogent. Comment commence une guerre? Quand un pays en insulte un autre. Quoi? Une montagne allemande aurait été insultée par un champ français? La solution proposée: réunir les chefs d'État dans un enclos, leur fournir des gourdin et les laisser s'entretuer pour décider du sort de la guerre. Avec un scénario similaire, *Les croix de bois* (1931) de Raymond Bernard. Un groupe de soldats, sûr de se couvrir de gloire, part à la guerre. La vie dans les tranchées est un énorme désenchantement. À la fin du film, le dernier survivant pourra raconter l'histoire. Le film présente la guerre comme un phénomène naturel et se garde bien de critiquer la machine de guerre française.¹⁰

À cette liste peuvent s'ajouter deux films romantico-pacifistes, *L'adieu aux armes* / *Farewell to Arms* (1932) de Frank Borzage (d'après Hemingway) et *L'homme que j'ai tué* / *Broken Lullaby* (1932) de Ernst Lubitsch.



La Grande Illusion (1937)
Source: Wikimedia Commons

Un dernier film, un peu plus tardif, est *La grande illusion* (1937) de Jean Renoir. C'est un film complexe¹¹ dans lequel on parle de lutte des classes, de patriotisme, d'antisémitisme, de pacifisme et d'internationalisme. Mais, ce que je trouve de particulièrement remarquable, c'est que c'est le premier film à s'inscrire dans ce que les historiens appellent maintenant le « court XX^e siècle ». Renoir y démontre que c'est la Première Guerre mondiale qui marque la fin du XIX^e siècle et du rôle dominant de l'aristocratie, écartée de son rôle décisionnel par l'accession au pouvoir des forces populaires. Le film se déroule dans un camp allemand de prisonniers. Des officiers français d'origine populaire, des conscrits (dont Jean Gabin), côtoient des officiers de carrière issus de l'aristocratie, l'un français (Pierre Fresnay) et l'autre allemand (Erich von Stroheim). Les deux officiers français n'ont en commun que leur amour pour la patrie. Les deux aristocrates, quoiqu'ennemis, sont solidaires de leur classe. Dans une conversation entre les deux derniers sur le mérite des officiers issus de la conscription, l'officier allemand conclut que, peu importe l'issue de la guerre, ce sera la fin du monde des aristocrates, le parachèvement de la Révolution française.

LE RETOUR EN FORCE DU BELLICISME

Il va sans dire que l'arrivée au pouvoir du Parti nazi marque la fin de la projection et de la production de films pacifistes en Allemagne. On y produit plutôt des films bellicistes comme *Stosstrupp 1917* (1934) de Hans Zöberlein, *Pour le Mérite* (1938) de Karl Ritter ou encore *Sous-marins à l'ouest/U-Boote Westwärts!* (1941) de Günther Rittau.

Les États-Unis répliquent avec *Sergeant York/Sergeant York* (1941) de Howard Hawks. Il est clair que ce film veut sortir les États-Unis de leur isolationnisme et les entraîner dans la guerre qui sévit en Europe. Le film raconte l'histoire d'Alvin York, un héros de la Grande Guerre. D'abord objecteur de conscience pour des questions religieuses, il est incorporé dans l'armée. Son commandant lui fait lire un livre d'histoire américaine et, suite à sa lecture, notre homme est prêt à aller défendre la liberté. Dans ces conditions, tuer n'est plus un péché. Dépêchés sur le front, York et sa patrouille ont tôt fait, lors d'une offensive, de tuer 20 soldats allemands et de faire 132 prisonniers.¹² Les Américains sont maintenant prêts pour la guerre...

L'UNANIMITÉ PACIFISTE

La fin des hostilités en 1945 ne marque pas la fin des guerres dans le monde. La guerre froide, en plus de l'opposition idéologique, apporte la peur nucléaire. Certaines luttes de décolonisation sont très sanglantes et l'on comprend mal l'obstination des pays colonisateurs à refuser les indépendances. Mais surtout, la guerre n'est plus vue comme une catastrophe naturelle, mais bien plutôt comme une action militaire concertée par l'homme. La guerre devient donc un événement « évitable ».

Pour sa part, le cinéma occidental subit des changements fondamentaux dès la fin des années 1950 qui se poursuivent dans la décennie suivante. Je pense ici à la Nouvelle vague française et au « Free Cinema » britannique. Aux États-Unis, la faillite du système des studios et la fin du code Hays¹³ permettent à une nouvelle génération de jeunes réalisateurs de s'exprimer autrement derrière la caméra, mais aussi d'aborder des thèmes autrefois censurés. Ces éléments font en sorte qu'à partir de la fin des années 1950, la production cinématographique occidentale portant sur la Première Guerre mondiale va véhiculer, dans sa grande majorité, un message pacifiste¹⁴. Le corpus aura tendance à présenter le patriotisme (et/ou la défense des libertés dans le cas des productions américaines) comme un moteur de la guerre. En règle générale, leur démonstration passera par la dénonciation des « absurdités¹⁵ » de la guerre.

Le bal commence avec *Les sentiers de la gloire/Paths of Glory* (1957) de Stanley Kubrick, véritable brûlot contre l'armée française¹⁶. C'est l'histoire d'un général qui lance ses troupes à l'assaut d'une position bien défendue. Comme il voit ses troupes battre en retraite, il ordonne à l'artillerie de les pilonner. L'officier d'artillerie refuse d'obtempérer et le tout se termine par un procès pour refus d'obéissance. Trois soldats, choisis au hasard, seront fusillés. Kubrick démontre ainsi que la masse est toujours soumise aux puissants. Alors que les soldats vivent dans les tranchées, les généraux vivent confortablement dans des châteaux. Pour avoir de l'avancement, le général n'hésite pas à sacrifier ses hommes¹⁷.

Les Britanniques répliquent avec *Pour l'exemple/King and Country* (1962) de Joseph Losey qui raconte l'histoire d'un engagé volontaire qui, après trois ans de service, trouve qu'il a assez donné et décide de rentrer chez lui. L'armée le juge pour désertion

et le fusille¹⁸, lui qui ne comprend toujours pas en quoi il a fauté. Les hauts gradés préfèrent exécuter leurs hommes plutôt que de perdre leur autorité.

Les Italiens y vont avec *Les hommes contre l'Uomini contro* (1970) de Francesco Risi. Dans ce film, tout y passe : désertion, incompétence des généraux, mutinerie et décapitation, mutilation volontaire, meurtre d'officiers, inventions douteuses, patriotisme¹⁹, etc.

La production cinématographique a su glorifier les morts au combat sans réellement s'intéresser aux autres victimes, les mutilés. C'est le sujet qu'aborde *Johnny s'en va-t-en guerre/Johnny Got His Gun* (1971) de Dalton Trumbo. Un soldat, défiguré, amputé de ses quatre membres et muet, reçoit un diagnostic de « mort cérébrale ». Mais ce n'est pas le cas. Il réussit à communiquer en morse en hochant de la tête. Il demande à être exposé dans les foires pour que les gens voient un « vrai produit de la guerre ».

C'est *Gallipoli* (1981) de Peter Weir qui donne le point de vue australien sur la responsabilité britannique dans l'échec de la bataille des Dardanelles. C'est un événe-

ment important de l'histoire de l'Australie. Des problèmes de communication au sein du haut-commandement britannique mènent au massacre d'une unité australienne (en fait, des cavaliers utilisés comme fantassins dans les tranchées). Le film *La chevauchée de feu/The Lighthorsemen* (1987) de Simon Wincer participe lui aussi de ce

À PARTIR DE LA FIN DES ANNÉES 1950, LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE OCCIDENTALE PORTANT SUR LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE VA VÉHICULER, DANS SA GRANDE MAJORITÉ, UN MESSAGE PACIFISTE.

que j'appellerais le « complexe colonial australien ». Lors d'un assaut britannique sur la ville de Gaza, un officier allemand déclare d'ailleurs au sujet de la cavalerie légère australienne : « Ce sont de formidables soldats, mais les Anglais ne savent pas comment les utiliser. » Ce thème perdure au siècle suivant avec *Commandos de l'ombre/Beneath Hill 60* (2010) de Jeremy Sims qui raconte l'histoire d'ingénieurs australiens qui creusent des mines sous les tranchées allemandes pour les faire exploser. Un officier supérieur britannique nie le fait que les Australiens puissent posséder ces compétences. Naturellement, le travail des coloniaux portera ses fruits et le Britannique devra ravalier son fiel.

La filmographie française s'illustrera au tournant du millénaire avec plusieurs productions marquantes. De Bertrand Tavernier nous avons, en 1989, *La vie et rien d'autre* et, en 1996, *Capitaine Conan*. Le premier film aborde l'identification des morts à la guerre²⁰. Un officier doit déterminer le corps du soldat inconnu qui doit être un Français métropolitain (pas un « boche » ni un « bougnoule²¹ »). Le film dénonce au passage la sous-estimation des pertes françaises et la collusion supposée des industriels français et allemands. La scène la plus caricaturale du film est celle où des délégués d'une commune déplorent amèrement l'absence de mort au combat d'un habitant de leur commune, ce qui les prive d'une subvention pour un monument aux morts. Le second film relate les exploits d'un groupe de francs-tireurs dans la péninsule balkanique. La nuit, le capitaine Conan et ses hommes



Source: Wikimedia Commons

traversent les lignes ennemies pour égorger, saboter et piller. Leur ordinaire, fruit de ces rapines, est supérieur à celui des autres unités. L'armistice déclaré, les soldats restent mobilisés pour aller combattre les bolchéviques. Désormais désœuvrés et privés de leur ordinaire, ils planifient le braquage d'un restaurant qui tourne au drame. Ce que faisaient ces soldats était « héroïque et stratégique » en temps de guerre, mais devient du « banditisme » en temps de paix. Pour sa part, *La chambre des officiers* (2002) de F. Dupeyron s'intéresse aux « gueules cassées », les défigurés par la guerre, et à leur difficile réinsertion. Quant à *Un Long dimanche de fiançailles* (2004) de Jean-Pierre Jeunet, c'est la répression des mutilations volontaires qui est décrite. Finalement, *Joyeux Noël* (2005) de Christian Carion raconte un épisode de fraternisation entre ennemis à la Noël de 1914. Tous ces films démontrent que la guerre est « politique » et non pas naturelle.

RÉVISIONNISME OU IGNORANCE ?

Le film *Passchendaele* (2007) de Paul Gross, un des rares films canadiens²² sur le sujet, diffère un peu des films précédents. Tout comme les autres films, on remet en cause le patriotisme (*For King and Country*) et la préservation de la civilisation comme carburant du bellicisme. C'est aussi un film pacifiste. Plusieurs scènes le démontrent, ne serait-ce que celle montrant un assaut sous la pluie et dans la boue qui se termine par un carnage à l'arme blanche.²³ Le film s'apparente à la filmographie australienne quant au « complexe colonial ». En effet, le « méchant » est un officier britannique. Là où ce film diffère des autres mentionnés précédemment, c'est au niveau de ce qu'est le moteur de la guerre. Le héros du film explique que c'est dans la nature de l'homme de faire la guerre. Il fait la guerre, car il est bon dans ce domaine et ce, parce qu'il la fait sans arrêt. Ce n'est plus un complot politique.

Le cheval de guerre/War Horse (2011) de Steven Spielberg marque aussi une rupture quant à ce que peut être le moteur de la guerre. Pour moi, ce film est avant tout un



Source: Wikimedia Commons

drame animalier.²⁴ Il a cependant le mérite de montrer l'obsolescence de la charge de cavalerie face aux mitrailleuses. Le film montre aussi que la guerre est meurtrière pour les chevaux, ce qui n'est pas une grande révélation. Quant aux questions qui intéressent les



Source: Wikimedia Commons

historiens (les causes de la guerre et les raisons de l'enrôlement massif), la réponse présentée est déconcertante. Tout le monde en Angleterre, du Lord propriétaire au moindre métayer, sait que la guerre s'en vient. C'est une fatalité, tout comme l'automne succède à l'été. Une fois la guerre déclarée, les hommes s'enrôlent, tout bonnement, tout comme ils vont aux champs lors des moissons. Ils font ce qu'ils doivent faire. C'est le cycle naturel des choses.

LES RESTES DE GLOIRE

Cette unanimité pacifiste décrite plus haut n'est cependant pas complète. Quelques films « héroïques » se sont glissés ici et là au cours des ans. En fait, on pourrait dire qu'au cinéma, il existe « deux » Première Guerre mondiale. La première se situe principalement dans les tranchées et sert de véhicule au pacifisme. L'autre est celle des aviateurs, ces « chevaliers du ciel » qui sont les derniers avatars de la noblesse²⁵ au combat. Des scènes de respect entre ennemis sont récur-

rentes. Un avion ennemi survole le terrain d'aviation et laisse tomber une gerbe de fleurs ou un objet appartenant à l'aviateur abattu en signe de deuil. L'aviateur ennemi fait prisonnier est admis au mess des officiers et boit fraternellement avec ceux-ci. On n'abat pas l'aviateur ennemi dont la mitrailleuse s'est enrayée. Mais la guerre n'y est quand même pas une sinécure. Les aviateurs meurent jeunes et le stress subi pousse les hommes à s'enivrer le soir venu. C'est ce que nous voyons dans *The Eagle and the Hawk* (1933) de Stuart Walker, *La patrouille de l'aube/The Dawn Patrol* (1938) de Edmund Goulding, *La Fayette Escadrille* (1958) de William Wellman, *Le crépuscule des aigles/The Blue Max* (1966) de John Guillermin, *Le Baron rouge/Von Richthofen and Brown*

(1970) de Roger Corman et *Le tigre du ciel/Aces High* (1976) de Jack Gold. Le dernier film sorti sur le sujet est *Flyboys de Tony Bill* (2006) qui reprend le scénario de *La Fayette Escadrille* et copie l'attaque du Zeppelin du film *Hell's Angels*. À part des effets spéciaux de grande qualité, rien ne semble avoir changé dans le ciel.

LES FEMMES ET LA GUERRE

La guerre au cinéma est avant tout une affaire d'hommes. Les rares femmes évoquées dans le corpus ne servaient que de caution à l'hétérosexualité des héros, ou encore montrer l'amour d'une mère qui voit ses fils partir au front. De fait, les femmes restent loin du front à occuper la place des hommes sur le marché du travail. Nous voyons surtout à l'écran des femmes qui évoluent dans un cadre rural à faire les travaux des champs en attendant le retour de leurs hommes. C'est un rôle essentiel à l'effort de guerre, mais qui demeure passif quant à l'issue de la guerre.

Certaines femmes sont cependant actives et font face au danger. La figure féminine la

plus célèbre de la Première Guerre mondiale à l'écran est sans aucun doute Mata Hari, la belle espionne au destin tragique. Nous pensons immédiatement à Greta Garbo dans *Mata Hari* (1932) de G. Fitzmaurice, ou encore à Jeanne Moreau dans *Mata Hari, agent H21* (1964) de J.-L. Richard, à moins de préférer la présence plus « physique » de Sylvia Kristel dans *Mata Hari* (1985) de Curtis Harrington. D'autres espionnes seront personnifiées par (encore) Greta Garbo dans *La belle ténébreuse/The Mysterious Lady* (1928) de Fred Niblo, par Marlene Dietrich dans *X27/Dishonored* (1931) de Joseph von Sternberg, par Myrna Loy dans *L'espionne Fräulein Doktor/Stamboul Quest* (1934) de Sam Wood, ou encore par Madeleine Carroll dans *Je suis une espionne/I Was a Spy* (1933) de Victor Saville.²⁶ Peu importe le sort de l'héroïne, elle doit son échec au sentiment amoureux qu'elle éprouve

pour un officier ennemi. Contrairement à l'homme, la femme est vue comme faible, car, pour elle, l'amour est plus fort que le patriotisme.²⁷

Le cinéma a quand même porté à l'écran quelques personnages féminins positifs. Deux exemples, qui se déroulent en Belgique occupée, sont donnés par les films *Sœurs d'armes* (1937) de Léon Poirier et *Edith Cavell/Nurse Edith Cavell* (1939) de Herbert Wilcox. Le premier film décrit les actions de Louise de Bettignies et de Léonie Vanhoutte qui organisèrent un réseau de renseignements pour les services secrets britanniques. Le second film relate les exploits de l'infirmière d'origine britannique qui devient une « passeuse d'hommes ». Elle organise un réseau clandestin pour aider les prisonniers évadés à rejoindre les lignes alliées. Le destin tragique de ces femmes n'est pas la résultante d'une quelconque faiblesse amoureuse, mais bien plutôt de leur courage et de leur témérité.

Le film *Champs de bataille/Forbidden Ground* (2013) de Johan Earl et Adrian Powers aborde, entre autres sujets, le délicat problème des grossesses non désirées.

LA GUERRE AU CINÉMA EST AVANT TOUT UNE AFFAIRE D'HOMMES. LES RARES FEMMES ÉVOQUÉES DANS LE CORPUS NE SERVAIENT QUE DE CAUTION À L'HÉTÉROSEXUALITÉ DES HÉROS, OU ENCORE MONTRER L'AMOUR D'UNE MÈRE QUI VOIT SES FILS PARTIR AU FRONT.

Pour de multiples raisons, des femmes se retrouvaient enceintes et face au dilemme de garder ou non l'enfant. Garder l'enfant signifiait l'opprobre général. L'avortement étant illégal (ce qui implique aussi une intervention à risques), le problème n'en devenait que plus aigu. Le film met en scène, entre autres personnages, une femme dont le mari est au front depuis plus d'un an. Enceinte, elle ne veut pas infliger un malheur supplémentaire à son mari, lui qui est déjà dans les tranchées. Elle décide donc de se faire avorter (à l'aide d'un cintre), mais l'intervention tourne mal et elle meurt d'une hémorragie. Les victimes de la guerre sont multiples.

PEUT-ON RIRE DE LA GUERRE ?

Tout peut être risible, ce n'est qu'une question d'angle. Durant le conflit nous avons *Charlot soldat/Shoulder Arms* (1918) de Charlie Chaplin (inutile de décrire ici l'humour chaplinesque). Mais l'humour servira essentiellement à dénoncer la guerre, ce qu'on verra dès la fin des années 1950. Je pense ici à *La grande guerre/La grande guerra* (1959) de Mario Monicelli qui dénonce les horreurs de la guerre ainsi que les faiblesses et l'impuissance des soldats dans la guerre moderne. L'histoire du film *Le roi de cœur* de Philippe de Broca (1966) se déroule dans un hôpital psychiatrique. Les fous quittent l'asile pour déambuler dans le village attendant où se déroule un violent combat. Tous meurent sauf les fous qui retournent paisiblement à leur hôpital. D'où la question existentielle : Qui sont les fous ? Les Britan-

niques répliquent avec la superproduction *Ah ! Dieu que la guerre est jolie !/Oh ! What a Lovely War* (1969) de Richard Attenborough, une comédie musicale épousant les formes du music-hall de l'époque et interprétée par un défilé de vedettes, qui propose l'interprétation selon laquelle la guerre résulte de la sottise des dirigeants et de l'enthousiasme d'une jeunesse ignorante.

Dans ce registre, la production la plus intéressante est *La victoire en chantant* (1976) de Jean-Jacques Annaud qui projette la reproduction de la guerre dans les colonies africaines. En 1915, une colonie française apprend que la mère patrie est en guerre. On se dépêche de réunir un bataillon de « nègres » pour combattre la colonie allemande voisine. C'est un massacre. C'est un socialiste français, initialement pacifiste, mais qui devient jusqu'au-boutiste, qui prend alors les rênes de l'organisation militaire coloniale. Un nouveau régiment, fruit d'une conscription implacable chez les indigènes, chargera, en chantant *La Marseillaise*, une troupe de Noirs allemands. L'exploitation coloniale atteint ici son acmé. Le film dénonce aussi, au passage, l'hypocrisie des missionnaires français.

CONCLUSION

Un survol ne peut mener qu'à des conclusions partielles. Durant les guerres, les films sont évidemment bellicistes et patriotiques. Des films apparaissent durant les années 1930, mais c'est vraiment à partir de la fin des années 1950 que la Première Guerre mondiale, particulièrement celle qui se déroule dans les tranchées, devient un conflit « digéré », classé, auquel on accole l'épithète de guerre horrible, meurtrière et inutile, voulue par de grands intérêts institutionnels et industriels qui n'ont pas hésité à soumettre et à écraser la population, en particulier les hommes. Même si, pour les jeunes générations, c'est la Guerre du Vietnam qui sert de vecteur cinématographique au pacifisme, le devoir de mémoire des cinéastes fait en sorte que cette dernière n'éclipse pas la Première Guerre mondiale.

J'ajouterais en terminant que la majorité des films cités aurait mérité des analyses plus détaillées. De plus, le corpus ne comprend aucun film de l'Europe de l'Est ou japonais. Aussi, il aurait été intéressant d'explorer des sujets comme les combats maritimes, l'espionnage et la vie civile. Néanmoins, vous voilà maintenant à même de choisir des scènes de films sur la Première Guerre mondiale à présenter dans vos cours, si tel est votre désir.

- 1 Je suis dans cet article les grandes lignes tracées par Shlomo SAND dans son livre *Le XX^e siècle à l'écran*, Paris, Seuil, 2004, 525 p. Je ne fais cependant référence qu'aux films que j'ai personnellement visionnés. J'y ai ajouté mes propres impressions ainsi que la cinématographie récente (XXI^e siècle).
- 2 Notons que la presque totalité des scènes montrées à l'écran provient d'entraînements militaires. Les caméras de l'époque n'étaient pas vraiment conçues pour filmer les combats au front, contrairement à ce qu'on verra pour la Deuxième Guerre mondiale.
- 3 Dans les films américains, les Allemands sont qualifiés de « Huns ». Dans le film *Vendémiaire* (1918) de Louis Feuillade, lorsqu'un Allemand se vante d'avoir été le premier à utiliser des gaz mortels, on peut lire dans un intertitre : « Et le barbare évoquait l'un des plus grands crimes de la science allemande. »
- 4 L'acteur commence dans ce film une longue carrière dans ce type de rôle.
- 5 Le film sera remanié plusieurs fois, dont une version sonore en 1939.
- 6 Les spectatrices savaient bien que l'ordre numérique était inversé. Plusieurs d'entre elles durent déroger, c'est-à-dire épouser un homme plus jeune qu'elles, tant l'équilibre démographique normal était perturbé.
- 7 Je n'ai visionné que le remake d'Anatole Litvak de 1935.
- 8 Il s'agit, évidemment, de la démocratie des États-Unis-grégationnistes et de celle de la France et du Royaume-Uni colonialistes.
- 9 Dans les films muets, les coups de feu et les explosions sont représentés par des nuages de fumée. Ce qui est, il faut l'avouer, peu impressionnant.
- 10 Contrairement au roman dont il est tiré, le film passe sous silence le fait que des déserteurs aient été fusillés.
- 11 Il faudrait un article à lui seul pour bien décortiquer ce film.
- 12 Cette séquence d'action militaire servira de modèle pour les films américains sur la Deuxième Guerre mondiale (la patrouille isolée) tout comme le film de Renoir servira de canevas pour les films d'évasion de prisonniers de guerre.
- 13 Code d'autocensure des producteurs américains qui interdisait, entre autres, de critiquer les institutions, dont l'armée évidemment.
- 14 J'y ajouterais une hypothèse personnelle. Au cinéma, la Deuxième Guerre mondiale est un conflit que les Romains auraient qualifié de *justum bellum*. Il était juste de combattre l'Allemagne nazie et le Japon impérial, deux régimes racistes, brutaux, totalitaires et exterminateurs. Il était plus difficile de faire passer un message pacifiste quand la guerre est vue comme la « seule solution possible ».
- 15 J'ai toujours de la difficulté avec ce terme étant donné, qu'au départ, je trouve la guerre absurde. Je fais donc ici référence au fait que la guerre a ses propres lois et que le fait de les enfreindre (ou, à l'inverse, le fait de les suivre trop aveuglément) devient une anomalie, une absurdité, qui aura de lourdes conséquences.
- 16 Une légende veut que ce film ait été longtemps interdit en France. En fait, il semblerait plutôt qu'aucun distributeur français n'ait pris le risque d'en acquérir les droits. Pour ma part, j'ai vu ce film à la télévision française, dans une auberge de jeunesse de Lyon, en 1982.
- 17 Les Américains sont prompts à critiquer l'appareil militaire quand celui-ci est français, comme ici, ou allemand (*À l'Ouest rien de nouveau*).
- 18 L'armée britannique aurait fusillé 346 militaires sur 3000 condamnations à mort.
- 19 Dans plusieurs films italiens, il est mentionné que la Première Guerre mondiale est un excellent moyen pour parachever l'unité italienne.
- 20 Dans ce film, deux femmes recherchent le même homme. Le triangle amoureux des années 1920 est renversé et correspond mieux à la démographie de l'époque.
- 21 L'utilisation des troupes coloniales est illustrée, entre autres, dans *Lawrence d'Arabie/Lawrence of Arabia* (1962) de David Lean et dans *Fort Saganne* (1984) d'Alain Corneau.
- 22 Du moins, c'est le seul que je me souviens avoir vu.
- 23 C'est suivi d'une ridicule scène de rédemption christique.
- 24 À tout moment, je m'attendais à entendre crier « Fury ! Fury ! » comme dans la célèbre série télévisée américaine des années 1950.
- 25 Les pilotes sont tous des officiers et sont le plus souvent issus des classes supérieures britanniques ou de l'aristocratie germanique.
- 26 Pour sa part, Julie Andrews jouera un rôle d'espionne dans le film parodique *Darling Lili* (1970) de Blake Edwards.
- 27 Dans le film italien *Haine, amour et trahison/Tradita* (1954) de Mario Bonnard, un officier dit à son espionne : « Comme agent, vous ne valez pas grand chose. Vous êtes beaucoup trop femme. »



LA CAGE DE LA CORRIVEAU: QUAND LA LÉGENDE DEVIENT RÉALITÉ

ALAIN VÉZINA

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME

Le 18 avril 1763, une jeune femme, reconnue coupable du meurtre de son époux, est pendue à Québec. Pareil fait divers aurait dû en principe sombrer dans l'oubli, mais les dispositions singulières prises par les autorités pour la dépouille de la condamnée ont, au contraire, marqué les mémoires. Le cadavre fut enfermé dans une cage et exhibé pendant près de 40 jours à la vue des passants, tel un macabre étendard de l'implacable sévérité du nouveau régime britannique. La tradition orale va au fil des générations faire de cette simple affaire judiciaire la source de récits surnaturels où la présumée meurtrière devient une sorcière et une morte-vivante affligée de ses maléfices ceux qui avaient le malheur de croiser sa route. On racontait aussi qu'à la faveur de nuits sombres, elle se libérait de son gibet de fer afin de festoyer avec les démons. Après avoir alimenté la verve intarissable des conteurs, ces légendes vont inspirer auteurs, artistes et chansonniers qui feront de cette femme l'un des personnages les plus emblématiques du folklore québécois : la Corriveau.

En 2011, une découverte incroyable est venue ancrer la légende dans la réalité: la cage de la Corriveau fut retrouvée par hasard dans les réserves d'un musée américain.

La dépouille encagée de la Corriveau a été inhumée au printemps de 1763. Au début de mai 1851, des fossoyeurs déterrent par hasard la cage dans le cimetière de Saint-Joseph-de-Lévis. Le bulletin *Mélanges religieux, politiques, commerciaux et littéraires* rapporte la nouvelle dans sa parution du 16 mai. Mais qu'est-elle devenue par la suite? Un certain nombre d'indices nous permettent d'en retracer un itinéraire hypothétique.

La cage aurait été d'abord acquise par un certain Leclerc et exposée à Montréal au début du mois d'août 1851, dans un musée privé non loin du marché Bonsecours. Un entrefilet paru dans le journal *La Minerve* du 7 août 1851 rapporte la nouvelle. La cage revient ensuite à Québec comme l'atteste le journal *Le Canadien* dans son édition du 15 août. Une annonce informe les lecteurs de l'exposition du gibet à la maison d'un dénommé Hall, sur la côte du Palais. Il en coûte 15 sous pour voir l'objet. Or, certains questionnent l'honnêteté des personnes qui l'exhibent. Dans son édition du 11 août 1851, le journal *Le Canadien* signale le vol de la cage à l'église de St-Joseph-de-Lévis, mais précise dans le même article son retour à Pointe-Lévis. Toutefois, de telles rumeurs, fondées ou non, ne nuisent en rien au succès de l'exposition. La cage suscite l'engouement du public qui se déplace en grand nombre pour la voir.

À la fin de l'été 1851, la cage de la Corriveau est achetée par nul autre que Phineas Taylor Barnum, célèbre impresario et montreur de curiosités. Le gibet est exposé à son musée de Manhattan, le Barnum's American Museum, qui a ouvert ses portes en 1841. Le 13 juillet 1865, un incendie rase le musée. On ignore si la cage y était toujours entreposée, mais sa réapparition au Musée de Boston dans les années 1870 suggère qu'elle a échappé au brasier ou remise à cette institution avant le sinistre.

La cage poursuit son périple et est cédée en 1899 à l'Essex Institute de Salem, au Massachusetts, par l'avocat et collectionneur bostonnais David P. Kimball, un héritier de Moses Kimball, propriétaire du Musée de Boston. En 1902, un guide touristique de Salem, publié par l'Essex

Institute, fait également référence à la cage. Des éditions ultérieures vont même inclure même une photographie. Il y est en outre précisé qu'il s'agit du gibet d'une meurtrière et qu'il vient du Québec.

S'il devait s'avérer, que Salem marque est bel et bien la fin du périple du gibet de La Corriveau, plusieurs ironiseront sans doute sur le fait que cette destination ne pouvait être mieux choisie. Salem demeure célèbre pour avoir été le théâtre de procès et de condamnation pour sorcellerie à la fin du XVII^e siècle. La cage de celle que l'imaginaire québécois a transformée en femme diabolique ne pouvait trouver un endroit plus désigné pour marquer un terme à ses errances. En 1955, Thorsten Sellin, sociologue spécialisé en criminologie, publie un article qui confirme la pratique de l'encagement des cadavres de criminels en Amérique. Il mentionne l'existence de deux cages sur le continent, une dans un musée de Philadelphie et l'autre à l'Essex Institute de Salem. Sellin précise que le gibet de Salem est celui de la veuve Dodier de Saint-Vallier pendue et encagée pour le meurtre de son mari. Dans toute l'histoire judiciaire canadienne, on répertorie seulement un autre cas d'une telle sanction. François Paul, reconnu coupable du meurtre d'une famille, a été lui aussi condamné à l'exposition de son cadavre dans un gibet de fer, en 1761. Il a été suspendu près de l'endroit de son crime, dans le rang Saint-Elzéar, à Saint-Vincent-de-Paul. Mais son gibet n'a jamais été retrouvé.

En 2011, des bénévoles de la Société d'histoire de Lévis retrouvent la cage au Peabody Essex Museum de Salem. Elle est alors prêtée au Musée de la civilisation de Québec afin d'y mener des analyses pour en prouver ou non l'authenticité. La technique employée pour la façonner, la couche de corrosion qui l'enveloppe, la présence de vivianite, un minéral phosphaté, sur le métal constituent les éléments les plus probants qui attestent de son authenticité. Une demande du Musée de la civilisation est acheminée à la direction du Peabody Essex Museum afin de rapatrier la cage au Québec. En 2015, cette requête est approuvée. La Corriveau rentrait ainsi au bercail.

Le documentaire *La cage: l'histoire de la Corriveau* est disponible pour les institutions d'enseignement chez le distributeur CinéFête.
<http://www.cinefete.ca/fr/site/products/cage-l-histoire-de-la-corriveau#.V870xWf2bGg>

RETOUR SUR LE DERNIER CONGRÈS

LE 20^e CONGRÈS DE L'APHCQ EN IMAGES

PHOTOS RÉALISÉES PAR SYLVAIN LACOURSÈRE

Cela se passait au
Collège Ahuntsic
les 1^{er}, 2 et 3 juin 2016

Le comité organisateur (de gauche à droite) :
Alain Cadotte, Eric Leclair (géographie),
Ginette Cartier, Jean-François Millette,
Louise Forget, Isabel Rodrigues, Martin
Bouchard, François Journault, Dominic
Ménard (géographie), Sylvain Lacoursière.

Absents de la photo: Charles Turegon et
Guillaume Tassé



◀ Le congrès de l'APHCQ au collège Ahuntsic a été un franc succès et a réuni plus de 70 participants.



C'est à Gérard Beaudet qu'est revenu l'honneur de donner la conférence d'ouverture. ►

Un auditoire nombreux et attentif a assisté à la conférence de Laurent Turcot. ▼



◀ Plusieurs congressistes se sont dirigés vers le site de la place d'Youville et du Centre d'histoire de Montréal où avait lieu l'activité d'accueil.



LE DERNIER CONGRÈS DE L'APHCQ INTITULÉ *L'HOMME DANS LA VILLE: UNE HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE* A DONNÉ LIEU À DES CONTRIBUTIONS SIGNIFICATIVES SUR LE PHÉNOMÈNE URBAIN, SON HISTOIRE ET SON ORGANISATION. NOUS PUBLIONS LES TEXTES SOUMIS PAR TROIS CONFÉRENCIERS.

LA VILLE COMME ÉPICENTRE DE LA MODERNITÉ, DE CHICAGO À DRUMMONDVILLE

PAR HAROLD BÉRUBÉ
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

La ville et le monde urbain sont au cœur des transformations majeures qu'a connues l'humanité depuis le début du XIX^e siècle. Si l'urbanisation et l'industrialisation sont deux processus distincts, c'est leur conjonction qui a ouvert toute grande la porte à ce qu'on a bien voulu qualifier de *modernité*, avec toute l'ambiguïté qui accompagne ce terme. Épicentre de la modernité, la ville en est également en quelque sorte le théâtre, une scène, une porte d'entrée pour mieux en étudier les manifestations. Pour le dire autrement, *la Ville*, comme idéaltype général, et les villes, comme manifestations singulières et uniques de cet idéaltype, peuvent servir de porte d'entrée pour explorer les manifestations, les ambiguïtés et les contradictions liées à l'idée de modernité. C'est du moins ce que je tenterai de prouver dans ce texte qui a pour objectif de montrer comment, de Chicago à Drummondville, en passant par Montréal et ses banlieues, la ville et l'urbanité constituent de puissants outils pédagogiques pour explorer dif-

férents phénomènes propres au monde moderne, à son histoire sociale et économique, mais également politique et culturelle.

CHICAGO: GRANDEURS ET MISÈRES DE LA MODERNITÉ URBAINE

Le premier arrêt que je propose le long de cet itinéraire nord-américain, et qui constitue en quelque sorte un premier récit de la modernité urbaine, est Chicago, une ville qui incarne cette modernité dans ce qu'elle a de plus spectaculaire. Le secteur où apparaîtra la ville de Chicago occupe une position stratégique entre le réseau hydrographique des Grands Lacs et celui de la rivière Mississippi. À la fin des années 1820, quand le gouvernement de l'Illinois vient cartographier le site, il est déjà occupé par une centaine d'habitants. Le plan préparé par James Thompson à cette occasion et déposé à la législature en 1830 est considéré comme l'acte de naissance officiel de Chicago. À la fin des années 1840, la position stratégique de la ville est renforcée par le développement d'importantes infrastructures de transport maritime et ferroviaire. La ville n'est toutefois pas qu'un point de passage. Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, elle devient un centre commercial et industriel important. On y transforme notamment une partie importante des produits agricoles du Midwest: blé, bois, bétail. La croissance de la ville est rapide et en fait, dès 1870, la deuxième plus grande ville des États-

Unis avec 300 000 habitants. L'incendie qui la dévaste en 1871 représente un tournant majeur dans cette histoire, même s'il n'est pas la tragédie que l'on pourrait imaginer. Bénéficiant d'un vent favorable et d'un cadre bâti encore

**D'ABORD ET AVANT
TOUT, CHICAGO
VA DEVENIR LE
BERCEAU DE CE
QU'ON APPELLE LES
« CATHÉDRALES DU
NOUVEAU MONDE » :
LES GRATTE-CIEL.**

dominé par le bois, l'incendie détruit plus de 18 000 bâtiments et laisse un tiers de la population de la ville dans la rue. Mais il ouvre aussi la porte à une modernisation en profondeur du cœur de la ville dans le cadre d'une reconstruction qui la transforme en une véritable vitrine de la modernité urbaine — à la fois réelle et rêvée.

D'abord et avant tout, Chicago va devenir le berceau de ce qu'on appelle les « cathédrales du Nouveau Monde » : les gratte-ciel. Voulant éviter de nouveaux incendies destructeurs, les architectes de Chicago vont favoriser l'utilisation plus systématique de l'acier dans la construction des structures, ce qui ouvre la porte à des constructions d'une plus grande hauteur dans un centre-ville enclavé, le *Loop*, où les terrains valent une fortune. Un riche homme d'affaires de Boston, Peter C. Brooks, s'associe aux architectes Daniel H. Burnham et John Wellborn Root pour construire l'édifice Montauk (1882-1883). Ce n'est pas à proprement parler le premier gratte-ciel, mais c'est le premier bâtiment à intégrer plusieurs des technologies qui leur permettront de se développer. Le premier véritable gratte-ciel est probablement le Home Life Insurance Building, construit en 1884-1885 par William Le Baron Jenney. Contrairement aux édifices construits par Burnham et Root, ce bâtiment fait reposer le plus gros de son poids non pas sur les murs extérieurs, mais sur sa structure métallique interne. Des bâtiments d'une grande hauteur n'auraient pas été possibles sans cette innovation, qui permet de leur donner une très grande stabilité.

Une autre contribution importante de Chicago au développement du gratte-ciel se situe sur le plan intellectuel. L'architecte Louis Sullivan construira assez peu de gratte-ciel, mais il aura beaucoup à dire sur l'apparence que devraient avoir ces bâtiments et sa pensée aura une grande influence en Amérique du Nord. Pour Sullivan, l'architecture doit se développer organiquement en réaction aux besoins et aux préoccupations de la société. Pour lui, il est absurde de chercher dans Versailles ou dans l'architecture gothique l'inspiration nécessaire à la conception des gratte-ciel. Sullivan annonce en quelque sorte la modernité radicale du gratte-ciel comme forme architecturale. Ironiquement, Chicago va être éclipsée comme capitale du gratte-ciel à cause de limitations arbitraires à leur hauteur imposées par le gouvernement municipal dans les années 1890. La ville n'en demeure pas moins, encore aujourd'hui, le site de constructions anciennes et nouvelles spectaculaires.

De manière plus large et diffuse, Chicago est le point de départ d'un mouvement urbanistique et architectural qui aura des échos à travers le monde. La World's Columbian Exposition qui se tient à Chicago en 1893-1894 est la plus grande à avoir lieu en Amérique du Nord jusqu'alors et servira de vitrine pour les tenants du mouvement « City Beautiful ». L'architecte Daniel Burnham, qui dirige l'exposition, enrôle plusieurs architectes et aménagistes paysagers pour créer une ville nouvelle. Ce sont plus de 7000 ouvriers qui contribuent à la construction de la White City, un vaste ensemble planifié de bâtiments néoclassiques doté des meilleures infrastructures urbaines de l'époque. Le contraste avec la grisaille urbaine de Chicago est saisissant. L'exemple de la White City inspire les dirigeants de villes à travers le continent et les promoteurs du mouvement sont embauchés aux quatre coins de l'Amérique du Nord pour superviser l'érection de bâtiments publics monumentaux et de vastes parcs urbains.

Toute cette « grandeur » de la modernité urbaine cache toutefois bien des côtés sombres. Comme toute métropole, Chicago est confrontée à d'importantes tensions sociales, économiques et politiques. Sur le plan syndical, elle est par exemple le théâtre du « massacre » de Haymarket en mai 1886, une manifestation ouvrière qui vire au carnage lorsqu'une bombe est lancée contre les policiers. La ville est également le théâtre, à partir de la fin du XIX^e siècle, d'une criminalité souvent intense et spectaculaire, qui donne assez mauvaise réputation à la ville, particulièrement durant la période de la prohibition. La ville doit également composer avec une population qui, en plus de croître, continue à se diversifier. Il y a diversification de l'immigration internationale, mais aussi intensification de l'immigration interne, avec le déplacement vers Chicago d'un grand nombre d'Afro-américains provenant du sud des États-Unis. Comme ailleurs aux États-Unis, la ségrégation est de rigueur et les Blancs se déplacent progressivement vers des banlieues homogènes en périphérie ou dans des immeubles à appartements luxueux dans le Loop. En 1919, la ville connaîtra sa première grande émeute raciale, résultat des tensions croissantes entre Blancs et Noirs après la Première Guerre mondiale. Ce ne sera pas la dernière. En d'autres termes, dans les grandes villes nord-américaines, le rêve cohabite avec des cauchemars nourris par les inégalités, la peur et la haine.

MONTREAL : ENTRE VILLE ET NATURE, ENTRE AMOUR ET HAINE DE LA VILLE

Ce qui nous amène à un deuxième arrêt et à un second récit de la modernité urbaine, centré sur la ville de Montréal et sur son rôle ambivalent comme berceau de l'industrialisation du Canada. Le recensement canadien de 1921 confirme que le Québec est une société majoritairement urbaine, mais c'est une urbanisation à géométrie variable. Le réseau urbain québécois est dominé, voire écrasé, par Montréal. C'est là que se concentrent plus que jamais les anglophones de la province, suivis de près par les francophones qui préfèrent de plus en plus la métropole aux manufactures américaines. C'est une progression qui ne passe pas inaperçue, qui suscite des inquiétudes au sein de plusieurs groupes, et notamment au sein des groupes plus conservateurs, comme les élites religieuses, catholiques ou protestantes. En rejetant la ville, ces acteurs rejettent en quelque sorte la modernité, ou du moins certaines de ses manifestations.

En réponse à l'urbanisation, les élites conservatrices franco-catholiques vont longtemps favoriser le projet de colonisation, qui consiste à convaincre les citoyens de revenir à la terre. Jusqu'aux années 1930, l'État québécois se contente d'encadrer le projet sur le plan législatif et d'offrir des primes peu importantes aux colons qui travaillent la terre. Tout ça change après le début de la crise économique des années 1930. L'État va initier la colonisation dirigée comme solution aux problèmes de chômage engendrés par la crise. Irénée Vautrin, ministre de la Colonisation en 1934, proclamera : « Retournons à la terre ! L'appel se fait plus pressant que jamais et c'est presque tout un peuple qui demande à reprendre les mancherons de la charrue qu'il n'aurait jamais dû abandonner. » Pourtant, le bilan de ces efforts est très limité. La colonisation dirigée laisse une trace durable surtout en Abitibi. Autrement, après la Seconde Guerre mondiale, l'exode rural reprend de plus belle au profit des villes. Entre 1961 et 1966, certaines paroisses nées de la colonisation perdent jusqu'à 40 % de leur population.

Les élites anglo-protestantes de Montréal vont initier un mouvement de rejet de la ville qui connaîtra un succès bien plus grand. Je



parle bien sûr de la suburbanisation, un processus qui redessine le visage des grandes villes d'Amérique du Nord à partir du XIX^e siècle. Il s'inscrit dans l'accélération de l'urbanisation sur le continent et représente, en partie, une réaction à la détérioration — réelle et imaginée — des conditions de vie dans les grandes villes. Cette réaction critique à l'urbanisation de l'Amérique du Nord prend d'abord la forme du mouvement réformiste. À Montréal, cette mouvance fait son apparition en 1886, avec la formation de la Municipal Reform Association, un groupe surtout composé de membres de l'élite anglo-protestante et qui vise d'abord le maire francophone Raymond Préfontaine, qu'on accuse (avec raison) de dépenser des sommes faramineuses dans l'est de la ville, francophone, à des fins électorales. Le mouvement prend de l'ampleur et son candidat à la mairie prend le pouvoir en 1910. Après quatre années, le bilan de ce premier gouvernement réformiste est mitigé. Mais, quelle qu'ait été sa contribution à la modernisation de l'administration montréalaise, le mouvement réformiste a un impact qui se fera sentir dans les banlieues où se retirent en nombre grandissant les membres de la bourgeoisie montréalaise.

Le discours suburbain sur la ville et l'urbanité est moins univoque que celui sur lequel s'appuie le projet de colonisation. Pour la majorité des bourgeois des banlieues, Montréal est à la fois un repoussoir et un centre d'attraction. Les discours critiques adressés à Montréal par les banlieusards de la première moitié du XX^e siècle recyclent les arguments utilisés par les réformistes de la fin du XIX^e siècle. Ils permettent de renforcer, par la négative, l'identité suburbaine, mais aussi

de justifier l'exode suburbain des élites anglo-protestantes, qui s'accélère notablement dans les années 1910-1920. La ville de Montréal est donc présentée comme mal administrée et corrompue. On dénonce notamment la tendance montréalaise à sous-traiter ses services municipaux à des entreprises privées, argument qui surprend dans la bouche de bourgeois. On attaque la mauvaise qualité de l'environnement urbain et les méfaits de l'industrialisation, dont vivent plusieurs banlieusards. Montréal est, enfin, une menace à l'autonomie municipale et aux libertés civiques de ces municipalités autonomes.

Mais la métropole peut difficilement n'être qu'une présence sinistre dans l'imaginaire suburbain. La majorité des habitants des banlieues bourgeoises de la ville dépendent économiquement d'elle. De plus, ils fréquentent ses clubs, ses musées, ses universités, et par l'entremise d'institutions comme le Board of Trade ou la Civic Improvement League, ils continuent à agir sur sa scène politique. On en vante donc l'influence économique, on s'inquiète de sa croissance et on profite de son influence nationale. Bref, alors même que la banlieue apparaît comme un nécessaire refuge face à un milieu urbain que l'on rejette, que l'on a plus ou moins renoncé à sauver, la ville demeure un centre de référence duquel il est difficile, sinon impossible de se dégager. La suburbanisation permet de concilier, d'une certaine façon, la haine de la ville à son importance centrale dans la civilisation moderne. Elle a, de ce fait, un succès retentissant qui se fait encore largement sentir.

**ALORS MÊME QUE LA
BANLIEUE APPARAÎT COMME
UN NÉCESSAIRE REFUGE
FACE À UN MILIEU URBAIN
QUE L'ON REJETTE, QUE
L'ON A PLUS OU MOINS
RENONCÉ À SAUVER, LA
VILLE DEMEURE UN CENTRE
DE RÉFÉRENCE DUQUEL
IL EST DIFFICILE, SINON
IMPOSSIBLE DE SE DÉGAGER.
LA SUBURBANISATION
PERMET DE CONCILIER,
D'UNE CERTAINE FAÇON, LA
HAINE DE LA VILLE À SON
IMPORTANCE CENTRALE
DANS LA CIVILISATION
MODERNE. ELLE A, DE
CE FAIT, UN SUCCÈS
RETENTISSANT QUI SE FAIT
ENCORE LARGEMENT SENTIR.**

**DRUMMONDVILLE :
L'UNIVERSEL ET LE
LOCAL, LE CANADA
FRANÇAIS ET LA
MODERNITÉ**

Ce qui nous amène au troisième et dernier arrêt de ce survol de l'urbanité nord-américaine, un dernier récit de la modernité urbaine centré sur... Drummondville. Drummondville comme épigone de la modernité? L'idée ne va pas de soi, mais cette petite ville du cœur du Québec nous permet de voir que la modernité urbaine se vit à différentes échelles. D'une certaine manière, se pencher

sur Drummondville — ou sur d'autres villes de taille comparable — permet d'observer plus finement cette transition vers une société urbanisée. Et la ville a justement servi de laboratoire à un sociologue américain intéressé par ces questions.

C'est en 1943 qu'Everett C. Hughes fait paraître *French Canada in Transition*. Il y propose une étude des importantes transformations que connaît alors le Canada français, confronté depuis plusieurs décennies déjà au double processus d'industrialisation et d'urbanisation. Hughes s'intéresse tout particulièrement à la dimension ethno linguistique de cette transition complexe, donc aux relations entre anglophones et francophones, entre catholiques et protestants. L'ouvrage, même s'il propose des conclusions qui s'appliquent à l'ensemble de la province, repose sur une étude de terrain minutieuse menée à Drummondville par Hughes à la fin des années 1930. Comptant un peu plus de 20 000 habitants en 1941, elle devient le prisme à travers lequel le sociologue américain observe avec grande finesse l'urbanisation du Canada français.

Hughes étudie au département de sociologie et d'anthropologie de la University of Chicago. À l'époque, les sociologues de l'école de Chicago cherchent à comprendre quelles sont les mécanismes par lesquelles une société passe d'une culture rurale ou traditionnelle (« folk ») à une culture urbaine ou moderne. D'abord utilisée à Chicago, cette approche sera reprise ailleurs. Alors que son collègue Horace Miner entreprend des recherches sur la paroisse de Saint-Denis de Kamouraska pour étudier ce qu'il considère comme la rare survivance d'une « folk society » à l'état pur en Amérique du Nord, Hughes décide de tourner son attention vers une communauté plus représentative de la réalité canadienne-française, confrontée aux effets de l'industrialisation depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Hughes développera non seulement un grand intérêt pour la communauté franco-québécoise, mais il ira à sa rencontre, apprenant le français et nouant des liens étroits avec les pionniers de la sociologie québécoise. C'est le même enthousiasme qui l'amènera à passer deux ans à Drummondville avec son épouse. C'est un choix que Hughes ne fait pas au hasard. La ville est le laboratoire parfait pour Hughes. Le sociologue a pu observer à Montréal de quoi avait l'air un Canada français déjà transformé en profondeur par son contact prolongé et intense avec les forces de l'urbanisation et de l'industrialisation. Drummondville représente pour lui une communauté très majoritairement francophone, mais confrontée à des transformations socioéconomiques majeures initiées et en grande partie contrôlées par des membres d'un groupe ethnique différent et largement minoritaire.

De fait, les observations de Hughes permettent de nuancer nombre de généralisations encore bien vivantes dans

l'histoire et la mémoire collectives québécoises. J'en retiens quatre. D'abord, la question du retard économique du Québec. La ville décrite par Hughes est à cent lieues du village de Saint-Denis étudié par Miner. Drummondville est le théâtre d'une industrialisation qui en a transformé profondément le caractère et la forme depuis le début du XX^e siècle. Ensuite, Hughes démontre bien que, même si l'idée et la réalité des deux solitudes demeurent bien vivantes, les deux groupes ethno linguistiques sont loin d'être monolithiques ou de vivre en vase clos. Comme

l'explique Hughes, la croissance de la ville est initiée par les anglophones, mais elle est d'abord et avant tout francophone. C'est à ce niveau qu'intervient la religion. Au-delà des caricatures de la Grande noirceur clérico-nationaliste, Hughes dépeint une Église, des paroisses, des clercs et des laïcs qui s'adaptent à cette nouvelle réalité industrielle et urbaine. C'est une Église qui a un pied dans la tradition et le passé, qui cherche à préserver sa place dans cette société en mutation en restant fidèle au dogme, mais c'est une Église qui déploie également une pléiade

de moyens et de discours plus modernes pour demeurer pertinente pour une population majoritairement ouvrière. Même si ses observations datent de la fin des années 1930, on ne peut pas dire qu'il décrive une société coupée de la modernité urbaine nord-américaine. L'ouvrage de Hughes regorge de témoignages de la modernité urbaine de Drummondville. Qu'il s'agisse de la mode, des médias ou des divertissements, Hughes note que les Canadiens français et les Canadiennes françaises de Drummondville savent se mettre au goût du jour, suivre les tendances que Hughes a pu observer à Montréal et dans son pays d'origine.

CONCLUSION

De Chicago à Drummondville, la ville agit comme épice centre de la modernité. Les secousses qui en émanent finissent par toucher, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, l'ensemble de la société nord-américaine, voire occidentale. C'est un processus qui va des grands centres de l'urbanité nord-américaine aux petites et moyennes villes du continent en passant par leurs banlieues. Le phénomène a pris, à l'aube du XXI^e siècle, des proportions globales, avec la multiplication de gratte-ciel spectaculaires dans les nouveaux pôles économiques du globe comme la Chine ou Dubaï, la récente multiplication des banlieues sur des continents qui avaient été épargnés jusque-là par le phénomène comme l'Afrique, et une urbanisation qui rejoint d'une manière ou d'une autre même les plus petites agglomérations du globe. En conséquence, mieux comprendre l'histoire des villes et de l'urbanité devrait demeurer une nécessité pour mieux comprendre le présent et l'avenir de tout ce qu'on englobe sous le terme de modernité.

DRUMMONDVILLE COMME ÉPICENTRE DE LA MODERNITÉ? L'IDÉE NE VA PAS DE SOI, MAIS CETTE PETITE VILLE DU CŒUR DU QUÉBEC NOUS PERMET DE VOIR QUE LA MODERNITÉ URBAINE SE VIT À DIFFÉRENTES ÉCHELLES.

QUAND LA VILLE FAIT L'HISTOIRE : LE MONTRÉAL DES DEUX SOLITUDES

GÉRARD BEAUDET

PROFESSEUR TITULAIRE

ÉCOLE D'URBANISME ET D'ARCHITECTURE DE PAYSAGE

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Au Québec, la population des villes a dépassé celle des campagnes quelque part entre 1911 et 1921. Le sociologue Yves Martin n'en soulignait pas moins en 1962, qu'exception faite de quelques rares travaux à portée historique, dont la monographie de Blanchard (1947 [1992]) sur Montréal, « il [était] assez étonnant de constater l'absence presque totale d'études d'ensemble sur un aspect quelconque de l'urbanisation de notre milieu. Nulle part, poursuivait-il, on ne peut trouver un exposé un peu complet sur la croissance des divers types de localités (municipalités rurales, villages, villes, banlieues, etc.) dans la province » (1971, 334).

La publication de *Montréal en évolution* (Marsan, 1974), celle de *Culture territoire et aménagement* (Dubreuil et Tarrab, 1976) et celle de *Maison neuve ou comment les promoteurs fabriquent une ville* (Linteau, 1981) – tirée d'une thèse déposée en 1975 – inaugurent cependant un vaste chantier auquel contribueront plusieurs historiens.

Au cours des trois dernières décennies, bon nombre de recherches à portée historique ont exploré diverses facettes de l'urbanisation québécoise (Guérard, 2000; Poitras, 2000b et 2006). On citera¹ les cadres et les modes de vie dans les quartiers industriels (Gilbert, 2015; Lauzon, 2014; Sicotte,

2004) ou de banlieue (Lessard, 2001), la gouvernance de la banlieue (Bérubé, 2014; Collin *et al.*, 1998), la mise en place des réseaux techniques (Fougères, 2004; Gagnon, 2006; Poitras, 2000a), le rapport à l'eau (Dagenais, 2011), le développement des infrastructures de transport (Pharand, 1997 et 1998), la rénovation urbaine (Charlebois et Linteau, 2014; Choiko, 1995), l'aménagement des parcs (Laplanche, 1990; Mathieu et Kedl, 1993) et la valorisation du patrimoine (Drouin, 2005). Si Montréal (Gournay et Vanlaethem, 1998; Linteau, 1992; Lortie, 2004) et Québec (Courville et Garon, 2001; Blais *et al.*, 2008; Lebel et Roy, 2000) ont accaparé une bonne part de l'attention des chercheurs, on s'est aussi intéressé aux villes moyennes, dont Trois-Rivières (Gamelin *et al.*, 1984), Sherbrooke (Kesteman, 2000-2002) et Saint-Jean (Gau-

dette, 2011), à certaines petites villes industrielles planifiées (Fortier, 1996; Morisset, 1998) ou de villégiature (Laurin, 2002), ainsi qu'à des lieux emblématiques (Ancil, 2002; Desloges et Gelly, 2002; Linteau, 2010).

L'espace urbain québécois – y compris la banlieue – et son façonnement restent toutefois largement méconnus. L'un et l'autre sont demeurés pour une bonne part dans l'angle mort de l'historiographie, qui conçoit l'établissement moins comme un objet d'étude que comme un cadre de référence. L'ambitieux chantier des histoires régionales en constitue un exemple éloquent.

Le parti généralement adopté par l'histoire suggère que l'espace humanisé n'est qu'un substrat amorphe sur lequel se déploient et se diffusent populations et activités. Or, une observation empirique des dynamiques urbaines de longue durée permet de soutenir que les acteurs ne sont pas entièrement libres. L'héritage matériel laissé par les générations antérieures – parcellaire, trame viaire, réseaux infrastructurels, ensembles immobiliers, zones d'activités, etc. – définit en effet un champ des possibles. Dotée d'une certaine inertie, cette matérialité concrétise par ailleurs des appropriations spatiales consécutives au déploiement de trajectoires. L'espace est de la sorte d'emblée organisé en positions qualitativement différenciées. C'est cette segmentation spatiale qui contraint la spatialisation des populations et des activités et la configuration de la matérialité héritée. Cela est illustré par divers épisodes de l'histoire montréalaise.

LA PARTITION MONTRÉLAISE

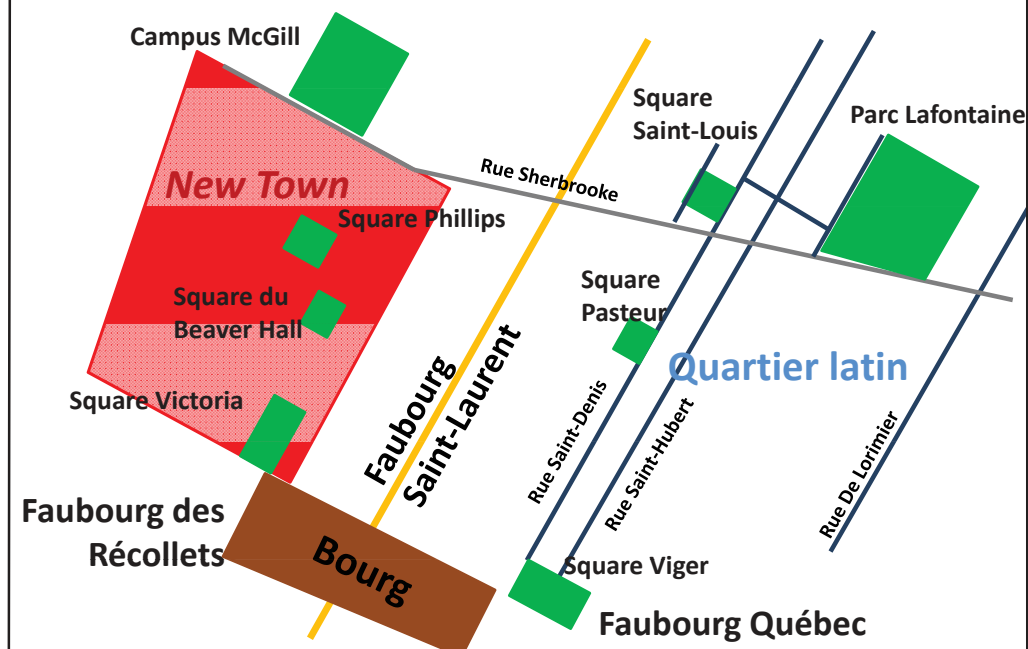
Le boulevard Saint-Laurent : Méridien de Montréal. Arbitrairement, il tranche la ville en deux sections, est et ouest, qui vont affirmer leur caractère particulier à mesure qu'elles s'étendront en sens opposés (Roy, 1941 : 8)

Mille sept cent quatre-vingt-douze; un plan commandé par les autorités coloniales délimite le périmètre de la ville de Montréal et constitue la rue Saint-Laurent en ligne de partage médiane. La portée de cette décision sera lourde de conséquences. Elle suggère la transposition dans l'enclave montréalaise de la séparation établie un an auparavant entre le Haut et le Bas-Canada, anticipant de ce fait la construction de l'identité montréalaise en l'articulant à un Est catholique et francophone, et à un Ouest protestant et anglophone (Ritchot, 2003).

Sept ans plus tard, le Parlement du Bas-Canada adopte une résolution visant à ordonner le développement des villes de Québec et de Montréal. Discuté depuis quelques années, le projet de démolition des fortifications qui

Figure 1

Les banlieues anglo-protestante et franco-catholique



entourent la cité de Montréal est sanctionné en 1801 par le lieutenant-gouverneur. Trois commissaires sont nommés pour élaborer un plan visant la salubrité, la commodité et l'embellissement de la cité. La démolition des ouvrages militaires est complétée en 1817.

La poussée d'urbanisation qui s'amorce en ce début du XIX^e siècle préside au déploiement, de part et d'autre de l'aire de concentration faubourienne du boulevard Saint-Laurent, de voisinages inspirés de l'urbanisme géorgien, pratiqué en Grande-Bretagne depuis la fin du XVIII^e siècle. Cette poussée d'urbanisation s'explique par la croissance de Montréal, par l'enrichissement de sa bourgeoisie et par l'importance prise par l'activité portuaire, dont les impacts dans le bourg voisin et dans les faubourgs limitrophes incitent la plupart des résidents et certaines communautés religieuses à le quitter au profit de la proche campagne, notamment pour des raisons hygiéniques. Ce mouvement s'échelonne des années 1810 aux années 1860.

Bastion de la bourgeoisie anglo-protestante – et plus spécifiquement écossaise –, la *New Town*² est aménagée à compter de 1840 (figure 1). Elle est polarisée par les squares Victoria, du Beaver Hall et Phillips, ainsi que par le campus de l'Université McGill. Les rues larges et ombragées de cette première banlieue d'évasion sont bordées de résidences en rangées de deux ou trois

étages – les terrasses – construites en retrait du trottoir. À l'arrière, les dépendances sont accessibles par des ruelles, dispositif jusqu'alors inconnu à Montréal.

Son pendant du côté franco-catholique (figure 1) accompagne l'enfilade des squares Viger, Pasteur et Saint-Louis et se prolonge jusqu'au parc Lafontaine. Plus larges et bordées de parcelles de plus grandes dimensions, les rues Saint-Denis, Saint-Hubert, de Lorimier, Sherbrooke, Laval, Cherrier et du parc Lafontaine accueillent les résidences de l'élite et plusieurs bâtiments institutionnels.

Témoignage de la spécificité socioculturelle montréalaise, cette symétrie aura permis aux élites des *deux solitudes* pas encore nommées (MacLennan, 1945) de cohabiter dans une certaine harmonie, la présence d'une aire séparative – en l'occurrence celle du faubourg Saint-Laurent – favorisant une cohabitation relativement harmonieuse des *deux races* (Durham, 1839 [1991]). Les deux communautés, quoique confrontées à plusieurs sources de conflits³, pourront de la sorte participer à un projet collectif – la construction de la métropole de l'Amérique du Nord britannique – articulé en la circonstance à une même axiologie – l'hygiénisme sociosanitaire –, tout en consolidant leurs caractères identitaires.

Mais, au moment où les élites écossaises et canadiennes-françaises consolident des

voisinages résidentiels confortables de part et d'autre de cette ligne de partage, une rivalité d'Ancien Régime opposant les Sulpiciens et l'évêque de Montréal transcende celle-ci.

UNE RIVALITÉ D'ANCIEN RÉGIME

Seigneurs de l'île de Montréal depuis 1663, les Sulpiciens avaient mal accueilli la nomination, en 1820, d'un évêque à la tête du diocèse de Montréal, même si le candidat retenu, Jean-Jacques Lartigue, était un des leurs.

Dès les années 1780, les autorités religieuses montréalaises ont fait valoir la nécessité de créer un nouveau diocèse pour une région qui se développe rapidement et dont la population représente la moitié de celle du Bas-Canada. À Québec, on renâcle longtemps, on ne tient pas à perdre le contrôle sur une partie vitale. Finalement un évêque auxiliaire est nommé en 1820, Mgr Plessis a choisi Jean-Jacques Lartigue, un sulpicien montréalais. Or, le Séminaire de Saint-Sulpice s'est toujours senti dans son pré carré dans le district de Montréal. [...] Lartigue ne peut entrer à l'église Notre-Dame. Il subit l'hostilité de ses propres confrères, des marguilliers, des communautés religieuses soumises à la direction spirituelle des sulpiciens et du clergé de la région. Il faudra 16 ans de vicissitudes pour que le diocèse de Montréal soit érigé avec comme premier titulaire Mgr Lartigue (Caulier, 2001 : 219).

Incapable de tenir tête aux Sulpiciens, Lartigue joue les seconds violons. Il doit notamment se résigner à ériger sa cathédrale à l'écart du cœur de la ville, dans ce qui deviendra le Quartier latin, alors même que les Messieurs de Saint-Sulpice reconstruisent leur église paroissiale en bordure de la place d'Armes dans l'intention d'en faire le monument architectural le plus important de la ville. Successeur de Lartigue, Mgr Bourget n'entend pas se contenter de ce second rôle.

Si la rivalité en est une d'Ancien Régime, la conjoncture, elle, ne l'est pas. Bourget est nommé évêque du diocèse de Montréal en 1840, au moment de la création du Canada-Uni. La ville connaît une croissance soutenue et est sur le point de déclasser Québec à titre de principale place urbaine du Bas-Canada. Pour l'évêque, le maintien

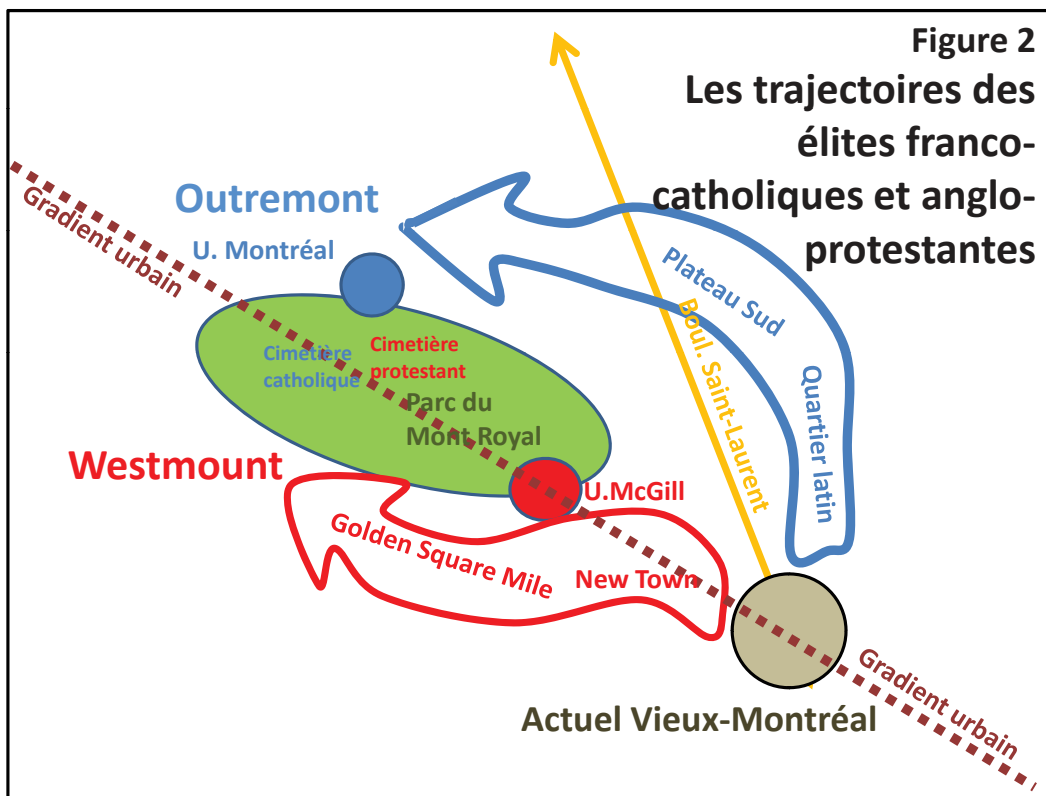


Figure 2

Les trajectoires des élites franco-catholiques et anglo-protestantes

paroisse le cadre institutionnel d'une urbanisation sur le point d'être dopée par l'industrialisation.

Cette guerre n'était toutefois pas que symbolique. Elle aura comporté un enjeu foncier de première importance. D'une part, les communautés qui quittaient le bourg – les Sœurs Grises et les Hospitalières – y restaient propriétaires de vastes emplacements où sont construits des magasins-entrepôts qui constitueront une source de revenus appréciable dans un environnement de plus en plus voué à l'import-export et au grand commerce. D'autre part, les vastes propriétés institutionnelles de la proche campagne, dont celles des Sulpiciens et des Hospitalières, constitueront également des sources d'enrichissement dans la mesure où elles seront peu à peu démembrées et vendues à des fins de développement urbain⁵.

La guerre des clochers a donc transcendé la bipartition urbaine évoquée précédemment. Ce faisant, elle a dénoté l'attractivité objective d'une structuration émergente qui s'articule à trois saillances: le Mont Royal, le monticule du bourg et l'Île Sainte-Hélène (Ritchot, 1999: 370-371; Desmarais et Ritchot, 1997). Célébrées par de nombreux artistes tout au long du XIX^e siècle, celles-ci sont devenues, au gré de leur aménagement ou de leur réaménagement, des lieux emblématiques de la métropole – parc du Mont Royal, place d'Armes et parc de l'Île Sainte-Hélène. Cette valorisation – une saisie esthétique – a rejailli sur le voisinage contigu aux deux premières saillances. Au point où plusieurs des institutions phares du Montréal franco-catholique auront pignon sur rue en territoire anglo-protestant. Si la position était autant convoitée, c'est qu'elle valait plus que d'autres, avant même que n'y soient érigés les édifices qui transformeront le paysage montréalais.

UN REPOSITIONNEMENT OUTRE MONT

Peu de temps après que la bourgeoisie anglo-protestante eut délaissé le territoire de ce qui deviendra le centre-ville en amorçant un déplacement en direction du piémont du Mont Royal, pour y constituer la municipalité autonome de Westmount (1890), la bourgeoisie franco-catholique entreprit un repositionnement qui la conduira, dans les premières décennies du XX^e siècle, sur le flanc opposé de la montagne (figure 2). Non seulement la municipalité d'Outremont deviendra-t-elle ainsi le pendant de Westmount, mais ce repositionnement s'accompagnera d'une reconfiguration en profondeur de la géographie institutionnelle montréalaise. Le

PEU DE TEMPS APRÈS QUE LA BOURGEOISIE ANGLO-PROTESTANTE EUT DÉLAISSÉ LE TERRITOIRE DE CE QUI DEVIENDRA LE CENTRE-VILLE EN AMORÇANT UN DÉPLACEMENT EN DIRECTION DU PIÉMONT DU MONT ROYAL, POUR Y CONSTITUER LA MUNICIPALITÉ AUTONOME DE WESTMOUNT (1890), LA BOURGEOISIE FRANCO-CATHOLIQUE ENTREPRIT UN REPOSITIONNEMENT QUI LA CONDUIRA, DANS LES PREMIÈRES DÉCENNIES DU XX^e SIÈCLE, SUR LE FLANC OPPOSÉ DE LA MONTAGNE.

du statu quo, qui permettrait aux Sulpiciens de continuer à présider aux destinées d'une paroisse unique, est incompatible avec le défi que représente l'affirmation du catholicisme ultramontain dans une ville de 40 000 habitants dominée par une importante communauté anglo-protestante. Bourget centre d'emblée son action sur le terrain :

la querelle entre Saint-Sulpice et l'évêque prendra l'allure d'un conflit de territorialité, qui opposera un temps la vieille ville aux faubourgs et

imposera à l'évêque une stratégie d'abord faubourienne, avant d'englober toute l'agglomération (Robert, 2007: 156).

Afin de ne pas confronter trop ouvertement les Sulpiciens, Bourget installe la plupart des nouvelles congrégations, à qui il confie des missions de culte et d'enseignement, en dehors des limites de la ville (Perin, 2008). Si les Sulpiciens réagissent en décentralisant certaines activités, ils ne parviennent pas à endiguer le mouvement initié par Bourget. Ce dernier s'enhardit et prend prétexte de l'incendie de la cathédrale Saint-Jacques, en 1852, pour en imposer le déplacement de la rue Saint-Denis au square Dorchester, au grand dam des résidents du faubourg Saint-Louis et de nombreux membres du clergé. Si cette relocalisation s'explique en partie par la volonté d'affirmer une présence du catholicisme romain en plein cœur d'un bastion anglo-protestant, elle vise également à confronter les Sulpiciens là où ils règnent sans partage à titre de grands propriétaires.

Alors que Bourget s'allie notamment aux Hospitalières de Saint-Joseph et aux Jésuites, les Sulpiciens en font autant avec les Sœurs Grises, tout en menaçant les Hospitalières de poursuites devant les tribunaux afin de les dissuader de donner suite à leur projet de s'installer hors du bourg. On assiste en conséquence, à compter des années 1850, à une véritable guerre de clochers⁴, tant au cœur de la ville que dans les secteurs en voie d'urbanisation. Bourget aura de la sorte réussi à saper le pouvoir des Sulpiciens et à faire de la

déplacement de l'Université de Montréal, projeté dès les années 1920, la relocalisation de l'École Polytechnique (1958), de l'École des Hautes Études Commerciales (1969) et de l'hôpital Sainte-Justine (1957), ainsi que la construction du collège Notre-Dame (1881), de la maison mère des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (1923), de l'Oratoire Saint-Joseph (1924) et du collège Jean-de-Brébeuf (1927) participeront en effet d'un mouvement d'encerclement du Mont Royal au gré du déploiement de formes bâties associées au Savoir, à la Santé, au Sacré et au *Standing*.

Ce repositionnement du côté d'Outremont, terreau d'une affirmation nationale canadienne-française incarnée entre autres, dans les premières décennies du siècle passé, par Édouard Montpetit, Esdras Minville, Lionel Groulx et Marie-Victorin, aura consacré un abandon du Quartier latin, qui ne s'en est toujours pas complètement remis. Il aura par ailleurs révélé une translation de l'axe de symétrie qui passe désormais par les espaces sommitaux du Mont Royal, au demeurant réservés à la faveur de l'aménagement des cimetières catholique (à l'ouest) et protestant (à l'est) au milieu du XIX^e siècle et par la création du parc éponyme à compter de 1870.

Cet axe – un gradient d'échelle métropolitaine – sous-tend de nos jours un ensemble de positions fortement valorisées comprises entre le Mont Rigaud et le Mont Saint-Hilaire (Beaudet, 1997). Son engendrement remonterait au XVII^e siècle, au moment où les Sulpiciens se réservent de vastes propriétés en des lieux stratégiques associés à des trajectoires amérindiennes. D'emblée appropriés pour sédentariser les Amérindiens, les sites du fort de la Montagne, du Sault-au-Récollet et des collines d'Oka dans la seigneurie de Deux Montagnes localisent par ailleurs rapidement des trajectoires d'évasion – des villégiatures – qui étendront leur emprise tout au long du XIX^e siècle, notamment en bordure du lac Saint-Louis – de Lachine à Sainte-Anne-de-Bellevue –, à Senneville, à Hudson, ainsi que dans les environs du Mont Saint-Bruno.

Réservoir de valeurs romantiques auxquelles les élites montréalaises adhéraient en ce tournant du XIX^e au XX^e siècle, le Mont Royal constitue un des principaux ancrages de ce gradient. Il devient un lieu hautement attractif tout en étant désormais interdit d'occupation permanente – sauf pour les morts! En les isolant l'une de l'autre, il a permis la poursuite de la construction identitaire des deux bourgeoisies. Mais il aura également constitué un substrat fédérateur

d'une formidable efficacité. Ce Montréal victorien aura en effet incarné avec panache la réconciliation des deux peuples fondateurs et c'est à partir de celui-ci que se sont propagées les valeurs constitutives du projet confédératif canadien (Ritchot, 2003).

LE RETOUR DE LA PARTITION

La portée manipulative de la séparation entre l'Est francophone et l'Ouest anglophone retrouvera toutefois une vigueur manifeste en deuxième moitié du XX^e siècle en sous-tendant la volonté de constituer dans l'Est – francophone – le pendant – anglophone – du centre-ville. Cette revanche du Quartier latin trouve ses racines dans une succession d'événements qui ont sapé l'idéal canadien. L'affaire Riel (1885), l'adoption du règlement 17 sur les écoles séparées en Ontario (1913), le retrait du droit à l'éducation en français aux Franco-manitobains (1916), ainsi que les crises de la conscription (1917 et 1944) ont en effet suscité de vives réactions au Québec, notamment la formation du Bloc populaire en 1942, dont les responsables recruteront, en vue de l'élection fédérale de 1945, un jeune avocat du nom de Jean Drapeau⁶.

Devenu maire de Montréal (1954-57 et 1960-86), Drapeau se fera l'ardent défenseur d'une renaissance de l'Est francophone⁷. Le projet de Cité des ondes (emplacement des Habitations Jeanne-Mance), le choix du site de Radio-Canada, l'implantation de la Place des Arts – pas dans l'Est mais pas trop dans l'Ouest –, le déplacement de la croisée des lignes de métro à l'angle des rues Berri et De Montigny, tout comme le souhait de voir le Complexe Desjardins être érigé dans le secteur Berri/Sainte-Catherine, constituent autant d'exemples de ce parti pris du magistrat pour l'Est montréalais.

La mobilisation entourant l'implantation de la Grande Bibliothèque à l'emplacement du Palais du commerce et celle visant l'installation du CHUM sur le site de l'Hôpital Saint-Luc ont été les avatars les plus récents de ce projet. La revanche du Quartier latin se fait cependant toujours attendre.

Évoquant le fiasco du projet de l'îlot Voyageur, Stéphane Baillargeon rappelait, dans un billet publié en 2007, que « [l]es projets avortés, mal à propos ou malchanceux se succèdent dans l'est de Montréal depuis plus d'un siècle et demi. » Et de poursuivre :

Les anathèmes et les déveines s'accroissent à l'ombre de ces vestiges néogothiques. Comme si une malédiction rôdait sur ce lieu central de Montréal. [...]

La litanie des échecs jette l'effroi. Le quartier, longtemps rêvé comme centre-ville francophone, a vu naître et mourir au moins trois plans d'aménagement monumentaux pendant la première moitié du XX^e siècle : un projet haussmannien avant la Première Guerre mondiale ; un modèle new-yorkais avant le krach ; un troisième programme moderne dans les années 50 (Baillargeon, 2007).

MALÉDICTION? VRAIMENT?

Se pourrait-il que ces ratés soient plutôt attribuables à une mauvaise compréhension des dynamiques spatiales? Des observateurs de formations diverses ont incidemment fait valoir que les tendances lourdes qui façonnent le devenir des territoires sont trop rarement pris en compte. Pour Henri Lefebvre, « [l]e confinement des enquêtes empiriques – utiles mais néanmoins simples et réductrices – [...] n'explorent que la surface des phénomènes et en oblitèrent en conséquence le "drame" » (Lefebvre, 1967 : 379). Françoise Choay déplore pour sa part « [l]'occultation d'une organisation spatiale archéologique (au sens où l'entend Foucault) – des structures profondes à évolution lente – [...] par des structures superficielles plus instables » (Choay, 1970 : 278). Quant à André Corboz (2001), il insiste sur la difficulté de saisir l'établissement en tant que résultat d'une stratification lente inscrite dans la longue durée.

Cette difficulté est en grande partie attribuable au fait que l'établissement en tant que forme est posé comme essentiellement fonction de quelque chose qui lui est externe : contrainte bio géographique ; processus sociaux, économiques, technologiques, etc. (Ritchot, 1999 ; Hillier, 1987). En d'autres termes, les principes de la dynamique des formes de l'établissement seraient à rechercher en dehors de ces formes.

Les recherches sur les phénomènes complexes – l'urbanisation en est sans conteste un – montrent cependant que ceux-ci possèdent « des propriétés macroscopiques globales émergentes provenant d'interactions collectives coopératives-compétitives » (Pettitot, 1997 : 36). De ce point de vue, la morphogenèse des agglomérations – i.e. leur formation et leur transformation – serait « le produit involontaire d'interactions multiples entre des acteurs très nombreux » (Pumain, 1998 : 353). Ce *produit involontaire* ne serait toutefois pas réductible à un assemblage plus ou moins aléatoire d'aménagements, d'in-

frastructures, d'équipements et de bâtiments. Il serait porté par un « socle profond » (Lévy, 2005 : 35), une « structure abstraite générale » (*ibid.* : 33).

Le succès ou l'échec des projets urbains et immobiliers évoqués dans cet article ne s'expliquerait en conséquence pas seulement – et pas d'emblée – par les conditions spécifiques et conjoncturelles de leur élaboration et de leur mise en œuvre, mais aussi – et surtout – par leur rapport à une morphologie – une structure de positions – et une morphogénèse sous-jacentes – par définition non réductibles aux formes observables empiriquement (Beaudet, 1997 ; Desmarais et Ritchot, 2000). Reconnaître l'inertie relative des systèmes auto-organisés ne signifie toutefois pas que toute transformation est illusoire. Mais cela implique que l'établissement – en l'occurrence ici l'espace urbain – doit être considéré comme une forme dont l'évolution n'est pas entièrement dictée par des facteurs externes.

La revanche du Quartier latin dont il a été question plus haut contredirait une structure d'agglomération émergente d'échelle kilométrique. Les conditions de réussite des projets, notamment du point de vue de leur effet structurant, y seraient par conséquent moins favorables. La résistance aux injonctions des décideurs et des aménageurs serait donc moins affaire de malédiction que de positions. Comme sur un échiquier, les cases urbaines ne sont pas toutes de valeur équivalente et il peut souvent être contre-indiqué d'en occuper certaines, même pour une pièce maîtresse⁸.

RÉFÉRENCES

- 1 Le survol proposé est loin d'être exhaustif. Les études citées excluent par ailleurs les mémoires de maîtrise et les thèses de doctorat.
- 2 La New Town montréalaise est ainsi nommée en référence à la New Town d'Édimbourg, une des réalisations les plus achevées de l'urbanisme de l'époque géorgienne.
- 3 La région de Montréal a été le théâtre de vives tensions puis d'affrontements armés dans les années précédant l'adoption de l'Acte d'Union. La destruction, en avril 1849, de l'Hôtel du parlement de Montréal, incendié par des émeutiers anti-unionistes, aura montré que la cohabitation restait difficile, notamment en raison des positions adoptées par la frange radicale de la bourgeoisie anglo-protestante.
- 4 Cette guerre de clochers n'est pas l'apanage de la communauté catholique. De nombreuses églises protestantes sont en effet érigées dans la New Town, dont la cathédrale anglicane Christ Church, construite aux abords du square Phillips à compter de 1856.
- 5 Cette dynamique a toujours cours au début du XX^e siècle. Obligées de céder leur propriété au cœur du Vieux-Montréal en vue du prolongement du boulevard Saint-Laurent, les Sœurs de la Congrégation Notre-Dame s'installent en 1908 dans un couvent construit à la frontière de Montréal et de Westmount, sur un terrain vendu par les Sulpiciens. Convoitées en raison de leur position exceptionnelle, d'autres parties du domaine de la montagne seront cédées à des promoteurs au long du XX^e siècle.
- 6 Jean Drapeau sera par ailleurs membre de l'Ordre de Jacques Cartier, une organisation secrète fondée en 1926 et vouée à l'avancement des Canadiens français catholiques au Canada.
- 7 Construit à un jet de pierre du magasin Dupuis Frères, le Palais du Commerce, inauguré rue Berri en 1952, devait contribuer à cette renaissance du Quartier latin. L'ambitieux projet du milieu des années 1940, inspiré du *Merchandise Mart* de Chicago, avait toutefois laissé place à une réalisation passablement plus modeste.
- 8 Pendant qu'on s'acharne à faire revivre le Quartier latin, deux édifices phares du Montréal franco-catholique – le couvent des Sœurs Grises et le couvent des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame – accueillent désormais les activités de deux institutions anglo-montréalaises, soit l'Université Concordia et le CEGEP Dawson.

MÉDIAGRAPHIE

- Anctil, Pierre. 2002. *Saint-Laurent, la Main de Montréal*. Québec : Septentrion.
- Baillargeon, Stéphane. 2007. « Il était une fois... – La malédiction de l'Est », *Le Devoir* (16 juin), <http://www.ledevoir.com/societe/education/147544/il-etait-une-fois-la-malediction-de-l-est>.
- Beaudet, Gérard. 1997. « Domaines "vides" et structuration morphologique de l'agglomération montréalaise », *Cahiers de géographie du Québec* 41, no 112 : 7-29, <https://www.erudit.org/revue/cgq/1997/v41/n112/022606ar.html>.
- Bérubé, Harold. 2014. *Des sociétés distinctes : Gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*. Montréal-Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Blais, Christian, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre. 2008. *Québec : Quatre siècles d'une capitale*. Québec : Éditeur officiel du Québec.
- Blanchard, Raoul. 1947 [1992]. *Montréal : esquisse de géographie urbaine*. 3^e éd. Montréal : VLB.
- Caulier, Brigitte. 2001. « Les concurrences religieuses », dans Serge Courville et Robert Garon (dir.). *Québec, ville et capitale*. Collection Atlas historique du Québec. Sainte-Foy : PUL, 218-223.
- Charlebois, Catherine et Paul-André Linteau, dir. 2014. *Quartiers disparus : Red Light, Faubourg à M'lasse Goose Village*. Montréal : Cardinal.
- Choay, Françoise. 1970. « L'Histoire et la méthode en urbanisme », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* 25, no 4 : 1143-1154, http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1970_num_25_4_422350.
- Choko, Marc H. 1988. *Une cité-jardin à Montréal*. Montréal : Méridien.
- Choko, Marc H. 1995. *Les habitations Jeanne-Mance*. Anjou : Saint-Martin.
- Collin, Jean-Pierre. 1986. *La cité coopérative canadienne-française : Saint-Léonard-De-Port-Maurice, 1955-1963*. Montréal - Québec : INRS / Urbanisation - PUQ.
- Collin, Jean-Pierre, Éric Champagne, Pierre J. Hamel et Claire Poitras. 1998. *La Rive-Sud de Montréal : Dynamique intermunicipale et intégration métropolitaine*. Montréal : INRS-Urbanisation.
- Corboz, André. 2001. « Le territoire comme palimpseste », dans *Le territoire comme palimpseste et autres essais*. Collection Tranches de villes. Besançon : Éditions de l'Imprimeur, 209-229.
- Courville, Serge et Robert Garon (dir.). 2001. *Québec, ville et capitale*. Collection Atlas historique du Québec. Sainte-Foy : PUL.
- Dagenais, Michèle. 2011. *Montréal et l'eau : Une histoire environnementale*. Montréal : Boréal.
- Desloges, Yvon et Alain Gelly. 2002. *Le canal de Lachine : Du tumulte des flots à l'essor industriel et urbain*. Québec : Septentrion.
- Desmarais, Gaëtan et Gilles Ritchot. 1997. « La dimension morphodynamique des grands établissements humains : L'exemple de Montréal », *Visio* 2, no 2 : 43-57.
- Desmarais, Gaëtan et Gilles Ritchot. 2000. *La géographie structurale*. Collection Géographies en liberté. Paris : L'Harmattan.
- Drouin, Martin. 2005. *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*. Collection Patrimoine urbain. Québec : PUQ.
- Dubreuil, Guy et Gilbert Tarrab. 1976. *Culture, territoire et aménagement*. Montréal - Paris : Éditions Georges Le Pape.
- Durham, John George Lambton. 1839 [1991]. *Le rapport Durham*. Montréal : Typo.
- Fortier, Robert, dir. 1996. *Villes industrielles planifiées*. Montréal : Boréal - CAA.
- Fougères, Dany. 2004. *L'approvisionnement en eau à Montréal : Du privé au public, 1796-1865*. Collection Cahiers des Amériques. Québec : Septentrion.
- Gagnon, Robert. 2006. *Questions d'égouts : Santé publique, infrastructures et urbanisation à Montréal au XIX^e siècle*. Montréal : Boréal.
- Gamelin, Alain, René Hardy, Jean Roy, Normand Séguin et Guy Toupin. 1984. *Trois-Rivières illustrée*. Trois-Rivières : Corporation des fêtes du 350^e anniversaire.
- Gaudette, Jean. 2011. *L'émergence de la modernité urbaine au Québec : Saint-Jean-sur-Richelieu, 1880-1930*. Québec : Septentrion.
- Gilbert, Dale. 2015. *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*. Québec : Septentrion.
- Gournay, Isabelle et France Vanlaethem, dir. 1998. *Montréal métropole : 1880-1930*. Montréal : Boréal - CAA.
- Guérard, Françoise. 2000. « L'histoire urbaine au Québec : la recherche récente à la maîtrise et au doctorat », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 54, no 2 (automne) : 247-268, <https://www.erudit.org/revue/haf/2000/v54/n2/005458ar.html>.

- Hillier, Bill. 1987. « La morphologie de l'espace urbain : l'évolution de l'approche syntaxique », *Architecture et comportement* 3, no 3 : 205-216, discovery.ucl.ac.uk/8011/hillier-1987-la-morphologie.pdf.
- Kesteman, Jean-Pierre. 2000-2002. *Histoire de Sherbrooke*. 4 tomes. Collection Patrimoine. Sherbrooke : Éditions GGC.
- Laplanche, Jean de. 1990. *Les parcs de Montréal, des origines à nos jours*. Collection Histoire urbaine. Montréal : Méridien.
- Laurin, Serge. 2002. *Sainte-Agathe-des-Monts, un siècle et demi d'histoire*. Québec : PUL.
- Lauson, Gilles. 2014. *Pointe-Saint-Charles : L'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930*. Québec : Septentrion.
- Lebel, Jean-Marie et Alain Roy. 2000. *Québec 1900-2000 : Le siècle d'une capitale*. Montréal - Québec : Éditions Multi-Mondes - Commission de la capitale nationale.
- Lefebvre, Henri. 1967. « Pour un nouvel urbanisme », *Architecture d'aujourd'hui*, no 132 (juin-juillet) : 375-382.
- Lévesque, Michel, dir. 2001. *Sainte-Foy, l'art de vivre en banlieue au Québec*. Montréal : Éditions de l'Homme.
- Lévy, Albert. 2005. « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et société* 3, no 122 : 25-48, <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2005-3-page-25.htm>.
- Linteau, Paul-André. 1981. *Maison neuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville, 1883-1918*. Montréal : Boréal.
- Linteau, Paul-André. 1992. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal : Boréal.
- Linteau, Paul-André. 2010. *La rue Sainte-Catherine, au cœur de la vie montréalaise*. Montréal : Pointe-à-Callière - Éditions de l'Homme.
- Lortie, André, dir. 2004. *Les années 60 : Montréal voit grand*. Montréal - Madeira Park [C.-B.] : CCA - Douglas & McIntyre.
- MacLennan, Hugh. 1945. *Two Solitudes*. New York : Duell, Sloan & Pearce.
- Marsan, Jean-Claude. 1974. *Montréal en évolution*. Montréal : Fides.
- Martin, Yves. 1971. « Les études urbaines au Canada-français », dans Marcel Rioux et Yves Martin, dir. *La société canadienne-française*. Montréal : Hurtubise HMH, 253-262, http://classiques.uma.ca/contemporains/martin_yves/etudes_urbaines_can_fr/etudes_urbaines_can_fr.html.
- Mathieu, Jacques et Eugen Kedl, dir. 1993. *Les plaines d'Abraham, le culte de l'idéal*. Québec : Septentrion.
- Morisset, Lucie K. 1998. *Arvida Cité industrielle : Une épopée urbaine en Amérique*. Québec : Septentrion - CELAT - Institut de géoarchitecture.
- Perin, Roberto. 2008. *Ignace de Montréal : Artisan d'une identité nationale*. Montréal : Boréal.
- Petitot, Jean. 1997. « Vers une physique de l'esprit : Les sciences humaines comme sciences de la nature », *Visio* 2, no 2 : 27-41.
- Pharand, Jacques. 1997. *À la belle époque des tramways : Un voyage nostalgique dans le passé*. Montréal : Éditions de l'Homme.
- Pharand, Jacques. 1998. *Les tramways de Québec*. Beauport : Éditions MNH.
- Poitras, Claire. 2000a. *La cité au bout du fil : Le téléphone à Montréal de 1879 à 1930*. Montréal : PUM.
- Poitras, Claire. 2000b. « L'histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 54, no 2 (automne) : 219-245, <https://www.erudit.org/revue/haf/2000/v54/n2/005571ar.html>.
- Poitras, Claire. 2006. « L'histoire urbaine environnementale au Québec. Un domaine de recherche en émergence », *Globe : revue internationale d'études québécoises* 9, no 1 : 93-111, <https://www.erudit.org/revue/globe/2006/v9/n1/1000799ar.pdf>.
- Pumain, Denise. 1998. « Les modèles d'auto-organisation et le changement urbain », *Cahiers de géographie du Québec* 42, no 117 : 349-366, <https://www.erudit.org/revue/cgq/1998/v42/n117/022762ar.html>.
- Ritchot, Gilles. 1999. *Québec, forme d'établissement : Étude de géographie régionale structurale*. Paris - Montréal : L'Harmattan.
- Ritchot, Gilles. 2003. *Québec et tabous*. Collection Interventions. Québec : Nota bene.
- Robert, Jean-Claude. 2007. « Les Sulpiciens et l'espace montréalais », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir. *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*. Anjou : Fides, 155-178.
- Roy, Gabrielle. 1941. « Les deux Saint-Laurent », *Le Bulletin des agriculteurs* 37, no 6 : 8-9, 37, 40.
- Sicotte, Anne-Marie. 2004. *Quartiers ouvriers d'autrefois, 1850-1950*. Québec : Publications du Québec.

LA GENÈSE DE LA BANLIEUE DE L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE EN AMÉRIQUE DU NORD

PAR PATRICE REGIMBALD

CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL

Les banlieues ont connu en Amérique du Nord un développement fulgurant au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale au point où elles sont devenues l'habitat dominant. Plus de gens y vivent en effet aujourd'hui que dans les milieux ruraux ou que dans les noyaux urbains. Le phénomène de la désertion des villes vers les banlieues par les classes moyennes est tel que Lewis Mumford en parlera dès la fin des années 1930 comme de la quatrième grande vague migratrice en Amérique, après celles qui avaient vu les populations rurales se diriger vers l'Ouest, puis vers les petites villes manufacturières et enfin, vers les grands centres industriels et financiers¹. Comment un tel déplacement fut-il possible?

Depuis les travaux des sociologues de l'école de Chicago, il est devenu courant d'envisager les espaces urbains dans la perspective d'une approche écologique attentive aux effets de milieu. Mais à la différence des habitats animaux, les milieux de vie où s'agglomèrent les êtres humains ne s'imposent pas à eux uniquement comme une contrainte physique extérieure: ils sont aussi le produit, plus ou moins planifié, d'une culture et d'une société où s'inscrivent dans l'espace des actions et des intentions, des rêves et des aspirations, des relations de pouvoir et de domination, des choix de localisation ou des relégations subies.

Ce que je propose, c'est de dresser un état des lieux de la banlieue de l'immédiat après-guerre en établissant d'abord une mesure de son développement, puis, de revenir sur les facteurs historiques ayant contribué à orienter son déploiement. Simultanément, dans une série de capsules et d'encadrés, il s'agira de dégager certaines caractéristiques de la banlieue d'après-guerre comme milieu de vie pour y voir les manières particulières de s'approprier l'espace, les façons dont se composent et se recomposent les sphères publiques et privées, les processus d'agrégation qui constituent cet habitat, avec une attention particulière aux barrières qui

s'élèvent en son sein comme à ses limites. Au final, ce qui apparaîtra, c'est une somme de comportements et de manifestations où s'exprime chez les banlieusards une aspiration en apparence contradictoire: celle de «vivre isolés ensemble»².

Enfin, j'ai utilisé à dessein le singulier pour traiter de la banlieue et non des banlieues de l'après-guerre, car à nul autre moment dans l'histoire, son aménagement n'a présenté un caractère aussi univoque à la grandeur du continent nord-américain au point de constituer un habitat générique. Pour résumer les poncifs habituels véhiculés sur la banlieue d'après-guerre, celle-ci serait laide, ennuyeuse, monotone, socialement homogène, sans aspérités autant dans son aménagement que dans ses styles de vie. La voiture y serait omniprésente, de même que les centres commerciaux, tout cela dans un paysage architectural dépersonnalisé constitué de maisons unifamiliales entourées d'un carré de verdure dont les occupants sont astreints à la pénible tâche de son entretien.

Je n'irais pas jusqu'à dire que cette vision caricaturale soit complètement dénuée de vérité. Encore faut-il la documenter. Et parfois la nuancer.

**AU MOYEN ÂGE,
C'EST SOUS LE TERME
DE « BANLIEUE »
QU'ÉTAIT DÉSIGNÉ
L'ESPACE ANNULAIRE
D'ENVIRON UNE LIEUE
ENTOURANT LE NOYAU
URBAIN SUR LEQUEL
S'EXERÇAIT LE DROIT
DE BAN D'UN SEIGNEUR
OU D'UNE COMMUNE.**

1 UNE MISE EN PERSPECTIVE DE LA BANLIEUE DE L'APRÈS-GUERRE

Depuis la naissance des villes, une distinction franche a été établie entre les agglomérations urbaines et les es-

paces ruraux: les premières, lieu de densité de population, de concentration de bâtiments et de rues congestionnées, ont été représentées comme le siège d'une vie trépidante marquée par le changement, la mobilité, la diversité, l'audace et ce que Paul Claval appelle la «maximisation des interactions sociales»³; la campagne, en revanche, réputée

GAZON MAUDIT

PAR PATRICE REGIMBALD

La pelouse constitue sans doute le symbole par excellence de la banlieue nord-américaine. Cristina Milesi, une chercheuse associée à la NASA, a estimé la surface occupée par les carrés de gazon disséminés partout à travers les États-Unis à 120 000 km² en 2003, soit trois fois plus que la superficie occupée par la plus importante culture irriguée de céréales, le maïs¹. Dans le même temps, les Américains dépensent annuellement 750 millions en semences de gazon et plus de \$25 milliards en produits d'entretien de pelouse et jardins². Ce qui figure l'importance à la fois de la pelouse et de la banlieue.

C'est au XIX^e siècle que se développe la passion nord-américaine pour la pelouse. L'invention en 1830 par l'anglais Edwin Budding de la tondeuse mécanique avec tambour tournant et lames hélicoïdales, n'y est sans doute pas étrangère. La coupe régulière du gazon est en effet essentielle pour empêcher la floraison, contribuer à ce que se multiplient les brins d'herbe, les rhizomes et les racines, et permettre que se forme une natte impénétrable à travers laquelle aucune autre plante ne peut pousser. Le gouvernement américain lui-même participe de cet engouement : le Secrétariat d'État à l'agriculture apporte son concours au développement de semences et de types d'herbe qui se fortifient à la tonte et qui sont bien adaptés aux divers climats du continent³.

Jusqu'alors, la pelouse était associée aux paysages de la campagne européenne ; elle prenait soit la forme d'un pré foulé et brouté par les animaux d'élevage et s'insérait donc dans l'économie agricole ; ou alors, elle participait des paysages aménagés à des fins esthétiques et de loisir dans les jardins d'agrément de l'aristocratie européenne et de la gentry anglaise.

Un renversement se produit dans la seconde moitié du XIX^e siècle en un triple mouvement : la pelouse se démocratise graduellement ; elle conquiert les espaces urbanisés et piétonniers à la faveur de l'aménagement d'équipements collectifs (parcs et terrains de jeux) et de propriétés résidentielles en banlieue (parterre avant et cour arrière) ; enfin, elle s'insère dans la sphère domestique, le tapis de verdure entourant la maison de

banlieue apparaissant comme le prolongement de cette dernière et comme la projection, de l'intérieur vers l'extérieur, du souci de la propreté et de l'hygiène.

La faveur croissante de la pelouse dans les banlieues au tournant du XX^e siècle s'explique par la multitude des fonctions qui lui sont alors attribuées. La première vertu associée à la pelouse est esthétique : elle contribuerait à la beauté des paysages en dégageant la vue et en offrant, par son vert éclatant, le canevas chromatique sur lequel seraient ensuite insérées les autres composantes urbanistiques : arbres, arbustes, fleurs, voies de circulation, chemins d'accès et propriétés résidentielles. C'est d'ailleurs dans cet esprit que Frederik Law Olmsted a pensé l'aménagement de Riverside en banlieue de Chicago : un parc verdoyant loti de maisons⁴. À cela, s'ajouteraient des vertus sensorielles, la coupe régulière de la pelouse permettant de la constituer en carpe moelleuse agréable à fouler et à humer. Elle remplirait par ailleurs une fonction pratique, car en assurant l'éloignement de la rue et des voisins, elle préserverait un peu de vie privée pour les occupants. En outre, elle favoriserait les activités récréatives, certains espaces collectifs ou à usages privatifs (parcs, terrains de jeux et cour arrière) étant réservés à cette fin. Enfin, la pelouse aurait des propriétés honorifiques, une image de marque lui étant alors associée. C'est en effet sur des surfaces gazonnées que les représentants des élites économiques pratiquent des loisirs sportifs prestigieux tels que le golf,

le tennis ou le croquet. Et c'est dans les banlieues cossues de la seconde moitié du XIX^e siècle que la pelouse s'impose sur le parterre avant des maisons. Souvent en vertu d'une réglementation municipale. En privilégiant ainsi la culture d'une plante qui ne sert à rien, les édiles municipaux cherchent à affirmer le statut social enviable des propriétaires résidents. Dans le même temps, les administrations locales bannissent la culture des plantes potagères en façade, permettent la possession d'animaux domestiques tels les chats et les chiens, mais interdisent celle des poules ou des chèvres. Façon de signifier que l'on a définitivement rompu avec les stratégies anciennes de survie associées à l'économie agricole et que l'on se situe dans un espace urbanisé strictement résidentiel. L'acquisition d'une maison de banlieue entourée d'un carré de verdure participe donc d'une quête de modernité, de statut social et de réussite matérielle. On comprend pourquoi les classes moyennes émergentes de l'après-guerre y ont été particulièrement sensibles.

RÉFÉRENCES

- 1 Rebecca LINDSEY, « Looking for Lawns », (8 novembre 2005) <http://earthobservatory.nasa.gov/Features/Lawn/printall.php>
- 2 Peter MACINNIS, *The Lawn. A Social History*, Millers Point (Australia), 2009, p. 29.
- 3 Virginia SCOTT JENKINS, *The Lawn. A History of an American Obsession*, Washington Smithsonian Books, 1994, p.35-61.
- 4 Georges Teyssot, « The American Lawn : Surface of Everyday Life », dans Georges Teyssot ed. *The American Lawn*, New York, Princeton Architectural Press and Canadian Centre for Architecture, 1999, p.13.

Cathedral City, Californie.

Dans les régions chaudes et sèches de l'ouest des États-Unis, l'irrigation optimale des pelouses exige l'équivalent de 25 millimètres d'eau par semaine. Cristina Milesi a estimé à environ 800 litres par personne et par jour, les besoins en eau pour l'entretien des pelouses aux États-Unis



plus calme, conservatrice et traditionaliste, serait un lieu d'enracinement et de permanences où s'élaboreraient des cultures millénaires. Par ailleurs, depuis la plus lointaine Antiquité, au fur et à mesure que les villes ont cru au-delà de leur noyau d'origine, est apparue une zone de transition à mi-chemin entre ville et campagne, tout juste à l'extérieur de la ville et en lien étroit avec celle-ci. Chez les Romains, ces espaces au pied des murs étaient qualifiés de *suburbium* dont la traduction littérale du latin signifie « sous la ville ». Moins denses, moins prospères, non desservies par les services collectifs de la ville, ces zones suburbaines constituaient des lieux de relégation d'une sous-humanité aux visages multiples : les morts, des plébéiens sans protecteurs ni patrons, des habitants pratiquant des activités considérées comme gênantes (les entrepôts, la tannerie, la boucherie, la poterie), enfin des esclaves travaillant dans les champs à proximité des villes⁴.

Au Moyen Âge, c'est sous le terme de « banlieue » qu'était désigné l'espace annulaire d'environ une lieue entourant

le noyau urbain sur lequel s'exerçait le droit de ban d'un seigneur ou d'une commune et qui correspondait à la zone hors muraille soumise à certains règlements d'administration et de police urbaine. Cet anneau périurbain débutant au pied des fortifications était alors destiné à ne pas gêner la défense des villes ainsi qu'à écarter les artisans qui auraient pu travailler sans être soumis aux règlements des groupes corporatifs⁵.

Avec l'industrialisation au XIX^e siècle, deux types de développement suburbains sont apparus le premier implique une croissance externe radioconcentrique à partir du noyau urbain dans des quartiers densément peuplés où se concentrent les populations ouvrières résidant à l'ombre des cheminées d'usines ; l'autre forme se développe à l'écart des villes, le long des voies ferrées, pour loger les élites économiques qui cherchent à fuir les gênes et les contraintes urbaines et trouver dans la campagne environnante des lieux de résidence agréable pour y construire des pavillons de plaisance avec jardin.

ENTRE 1947 ET 1953, LA POPULATION DES BANLIEUES A CRU DE 43 % AUX ÉTATS-UNIS CONTRE 11 % POUR LE RESTE DE LA POPULATION.

Au tournant du XX^e siècle, de nouvelles banlieues apparaissent en marge du centre-ville grâce au développement de nouveaux moyens de transport collectif : les trolleybus et les tramways. Plusieurs promoteurs font même des projets simultanés de développement domiciliaire et de lignes de tramway, les habitations étant construites à quelques minutes de marche de ces lignes de transport. Rapides (25 km/h), abordables, efficaces, ces moyens de transport collectif pénètrent à l'intérieur des villes à même le réseau artériel et triplent la superficie de la ville piétonne. Bien que densément peuplées et constituées de maisons en rangée qui s'harmonisent généralement bien sur le plan architectural avec l'habitat urbain plus ancien, ces « banlieues » contribuent cependant à une séparation plus marquée entre le lieu de résidence

et de travail et à une ségrégation des aires sur le plan des fonctions (résidentielle et industrielle) et des classes (populaires et supérieures)⁶.

Le développement du transport automobile donnera naissance à un nouveau type de banlieues dans le premier tiers

du vingtième siècle : un habitat à l'écart des villes, destiné aux classes moyennes, constitué de maisons individuelles, où est instauré un zonage fonctionnel étanche et donnant lieu à une circulation automobile pendulaire, matin et soir, entre les lieux de résidence et de travail. Ainsi, dès les années 1920, la majorité des habitants de Los Angeles vit dans des maisons individuelles et possède une automobile⁷. Mais, il faut attendre l'immédiat après-guerre pour assister au développement accéléré de ce type d'habitat résidentiel. Entre 1947 et 1953, la population des banlieues a cru de 43 % aux États-Unis contre 11 % pour le reste de la population⁸. Seulement en 1953, 1,2 million de citadins ont migré vers la banlieue et 13 millions durant les années 1970⁹. Et depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la population des banlieues a augmenté de plus de 120 millions de personnes aux États-Unis (soit les deux tiers de la croissance de la population) et plus de 80 % de la croissance économique y a pris place entre 1950 et 1970 (voir le tableau 1)¹⁰. Comment expliquer cette migra-

tion massive et le triomphe de cet habitat résidentiel ? Différents facteurs, qui tiennent à des phénomènes conjoncturels, mais aussi à la nature même des banlieues, doivent être soulevés.

TABEAU 1

ÉVOLUTION DE LA SUBURBANISATION AUX ÉTATS-UNIS
% DE LA POPULATION ET (MILLIONS D'HABITANTS)

1880	3 %
1945	25 % (36 m.)
1960	31 %
1970	38 % (74 m.)
1980	45 % (100 m.)
2010	51 % (158 m.)

Sources : Leigh GALLAGHER, *The End of Suburbs. Where the American Dream is Moving*, New York, Portfolio/Penguin, 2013, p.8-9 ; Kenneth JACKSON, *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of United States*, Oxford, Oxford University Press, 1985.

2 LES FACTEURS DE LA SUBURBANISATION DE L'APRÈS-GUERRE

Le contexte prévalant dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale est marqué par une forte croissance. L'Amérique du Nord est prospère, le PNB américain augmente de 120 % entre 1940 et 1960 passant de 212 à 504 milliards de dollars et les revenus des ménages croissent de 60 % entre 1945 et 1960¹¹. La consommation de masse se développe, l'accès à l'automobile s'élargit — 75 % des ménages en sont dotés en 1960 — et le taux de propriété résidentielle passe de 44 à 62 % durant la période¹². En outre, des investissements majeurs dans la construction d'autoroutes dans les quatre décennies suivant la Deuxième Guerre de la part du gouvernement fédéral américain (75 % des dépenses y ont été dirigés contre 1 % pour le transport en commun¹³) ont pavé la voie à des ensembles résidentiels dans des espaces auparavant inaccessibles en périphérie des villes. Le président Eisenhower, ratifiant l'*Interstate Highway Act* en 1956, justifie entre autres les investissements fédéraux de 100 milliards de dollars dans les 65 000 kilomètres d'autoroutes

prévues, par la nécessité d'évacuer rapidement de potentielles cibles d'attaques nucléaires par l'Union soviétique¹⁴. Il se fait ainsi l'écho du *Bulletin of Atomic Scientists* qui en 1951, plaide pour le déplacement massif des populations et des industries, des noyaux urbains vers la périphérie, afin de faire obstacle à des velléités d'attaques nucléaires¹⁵.

Mais d'autres facteurs souvent méconnus, liés aux bouleversements consécutifs à la Grande Dépression et à la Deuxième Guerre mondiale, ont joué un rôle vital et ont constitué des conditions de possibilité essentielles au développement des banlieues de l'immédiat après-guerre.

2.1 DES BESOINS IMPORTANTS

Le premier de ces facteurs concerne la très forte demande d'unités d'habitation. Un rapport de la *Housing and Community planning* évaluait en 1945 les besoins immédiats à 730 000 unités d'habitation au Canada et la National Housing Administration (NHA) estimait alors ces besoins aux États-Unis à 5 millions de maisons et à 12,5 millions dans un intervalle de dix ans¹⁶. C'est que la Grande Dépression et la guerre ont marqué un coup d'arrêt à la construction de maisons neuves (voir le tableau 2). Un rattrapage majeur s'avère nécessaire. En 1945, 98 % des villes américaines déplorent un manque d'unités d'habitation¹⁷. En outre, le parc immobilier existant a connu peu d'améliorations, quand il n'a pas été carrément laissé à l'abandon. À Montréal en 1942, 40 % des logements sont occupés

par plus d'une famille, 1200 à 1400 familles habitent dans des hangars, des garages ou des caves, les logements insalubres abondent tandis que loyers augmentent de 33 % entre 1937 et 1941¹⁸. Aux États-Unis, six millions de familles vivent en cohabitation avec des parents ou des amis en 1947¹⁹ et des centaines de milliers d'autres, dans des baraquements de fortune construits durant la guerre sur le site des bases militaires ou d'établissements industriels. Dans certains grands centres urbains, les ménages sont confinés aux logements locatifs — 66 % à Montréal et plus de 80 % à New York — et l'accès à la propriété résidentielle est hors de prix pour la grande majorité des salariés urbains. À cette précarité des conditions de logement s'ajoutent une nuptialité élevée et le retour de 12 millions de soldats démobilisés. À Chicago seulement, il y a 100 000 vétérans sans logement au terme de la guerre. Les besoins sont donc immenses²⁰. La banlieue apparaîtra, dans l'après-guerre, comme le refuge privilégié pour des millions de familles souhaitant désertir la ville.

2.2 UN MEILLEUR ACCÈS AU CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE

Un autre facteur contribuera au développement des banlieues : l'élargissement des conditions de crédit. Avant la Grande Dépression, l'accès au crédit hypothécaire pour l'achat d'une maison est limité. Les acheteurs doivent déposer une mise de fonds d'au moins 50 % de la valeur du bien immobilier afin d'obtenir un prêt hypothécaire de la part des institutions financières. Et les termes des prêts hypothécaires ne sont pas très généreux : l'étalement est fixé sur une période de 3 à 5 ans à des taux d'intérêt oscillant entre 6 et 8 %²¹. À première vue, ces mesures d'ex-

trême prudence semblent mettre les prêteurs à l'abri des aléas de la conjoncture. Mais la Grande Dépression révélera les failles d'un système de crédit trop restrictif : les gens qui ont perdu leur emploi n'ont plus les moyens de payer leurs mensualités par ailleurs très élevées, le marché immobilier s'effondre et la valeur des propriétés tout autant. Des centaines de milliers de maisons sont saisies par les banques qui sont elles-mêmes fragilisées par ces mauvaises créances (voir le tableau 3). Des milliers d'institutions financières font alors faillite. Devant la gravité de la situation, le président américain F. D. Roosevelt, nouvellement élu, crée en 1933 la Home Owners Loan Corporation (HOLC) destinée à accorder une aide ponctuelle aux propriétaires de maisons en convertissant des prêts hypothécaires de courte durée d'amortissement en prêts échelonnés sur une période de 25 ans. Durant ses trois années d'existence, la HOLC injecte 3,1 milliards de dollars, refinance plus d'un million de propriétés résidentielles (soit environ 10 % des propriétés résidentielles non agricoles) à des taux fixes peu élevés (autour de 4 %) ²². Conçue en situation de crise, cette aide popularisera le prêt hypothécaire à long terme et assurera la stabilité du système financier américain.

DANS LES VINGT ANNÉES QUI SUIVENT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE, PLUS DE 26 MILLIONS DE MAISONS NEUVES SONT CONSTRUITES AUX ÉTATS-UNIS, LA MAJORITÉ DANS LES BANLIEUES.

TABLEAU 2

NOMBRE DE CONSTRUCTIONS NEUVES AUX ÉTATS-UNIS

Année(s)	Nombre	Année(s)	Nombre
1923-1927 (moyenne)	883 000	1946	1 015 000
1933	93 000	1947	1 265 000
1935	216 000	1948	1 344 000
1937	332 000	1949	1 430 000
1939	458 000	1950	1 408 000
1941	619 000	1951	1 420 000
1942	301 000	1952	1 446 000
1943	184 000	1953	1 402 000
1944	139 000	1954	1 532 000
1945	325 000	1955	1 627 000

Source : Kenneth JACKSON. *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of United States*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p.326.

TABLEAU 3

SAISIES DE PROPRIÉTÉS NON AGRICOLES
AUX ÉTATS-UNIS

Année	Nombre
1926	68 000
1930	150 000
1931	200 000
1932	250 000
1951	18 000

L'action gouvernementale de Roosevelt est complétée en 1934 par la création d'une institution à vocation permanente, la Federal Housing Administration (FHA) devenue en 1965 le Department of Housing and Urban Development (HUD) dont les mesures contribuent à stabiliser le marché des prêts hypothécaires : une mise de fonds de 20 % est exigée, plancher abaissé à 10 % quelques années plus tard, le tout assorti d'un mécanisme permettant d'assurer les prêts hypothécaires auprès des institutions financières agréées²³. Au Canada, la SCHL joue le même rôle à partir de 1946. Enfin, le *GI Bill*, adopté par le Congrès des États-Unis en 1944 afin de favoriser la réinsertion sociale des anciens combattants, propose un régime extrêmement généreux d'accès à la propriété gérée par la Veteran's Administration : des prêts hypothécaires à taux fixe de 4 %, échelonnés sur 30 ans sans aucune mise de fonds²⁴.

Dans les vingt années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, plus de 26 millions de maisons neuves sont construites aux États-Unis, la majorité dans les banlieues²⁵. En posant par hypothèse un coût moyen de 10 000 \$ pour chacune d'entre elles, financées à crédit à hauteur de 80 %, on peut donc estimer que c'est plus de 200 milliards de capitaux (ou de dettes) qui ont été ainsi créés et mis à la disposition des propriétaires. L'accès plus large au crédit hypothécaire démocratise l'achat de maisons neuves pour les cols bleus et les cols blancs des classes moyennes. Mais tous n'en profitent pas également. Ainsi, entre 1945 et 1959, les interventions de la FHA et de la Veteran's Administration, par les mécanismes de l'octroi d'aides directes ou d'assurances prêt hypothécaire, ont favorisé les populations blanches (dans 98 % des cas, alors que les Afro-Américains représentent 12 % de la population), les banlieusards (90 %)

et les propriétaires de maisons individuelles (99 %)²⁶. En outre, les propriétaires occupants sont avantagés dans le système fiscal américain puisque, depuis 1913, ils peuvent déduire les intérêts payés sur leurs emprunts hypothécaires dans leur déclaration de revenus, un abattement fiscal équivalant à 400 milliards de dollars en 2012²⁷, alors que les locataires américains, dont les revenus sont généralement plus modestes, ne jouissent d'aucune forme d'aide fiscale. Est-il nécessaire de mentionner que ces différentes mesures contribueront au développement des banlieues dans l'immédiat après-guerre ?

2.3 DES TRANSFORMATIONS DANS LA CONSTRUCTION DOMICILIAIRE

Un autre facteur jouera un rôle clé dans le développement des banlieues : l'apparition d'une véritable industrie de la construction apte à produire en série de petites maisons abordables, fonctionnelles, dotées de toutes les commodités de la vie moderne, là où le prix des terrains au pied carré est le moins élevé et où les taxes municipales sont les plus basses, c'est-à-dire en périphérie des villes.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie de la construction aux États-Unis est morcelée et est largement artisanale. En gros, un tiers des maisons est construit par les propriétaires eux-mêmes ; un autre tiers par de petits entrepreneurs qui construisent moins de cinq maisons par année, avec des marges bénéficiaires considérables sur chacune d'entre elles ; enfin, le dernier tiers est le fait de grands constructeurs. À la fin des années 1950, la situation est renversée : les deux tiers des maisons sont désormais construits par des grands constructeurs²⁸.

Ceux-ci en sont venus à monopoliser le marché en systématisant leurs méthodes de construction et en s'inspirant des méthodes du fordisme : production en série, matériaux standardisés, plans en nombre limité, production rationalisée en visant les économies d'échelle (voir l'encadré sur William Levitt). Par exemple, à Lakewood en Californie, les développeurs Louis Boyar, Mark Taper et Ben Weingart ont fait surgir de terre, en à peine trois ans, 17 500 maisons de 2 ou 3 chambres vendues 7 575 \$ et 8 525 \$ respectivement²⁹. Signe de l'engouement provoqué par ces maisons abordables, 25 000 personnes faisaient la file en avril 1950 à l'ouverture du bureau des ventes³⁰. Il faut dire que les programmes massifs de construction de logements sociaux durant le New Deal ont servi d'aiguillon. Cette concurrence « étatique » amène les constructeurs à chercher à satisfaire ce segment des classes moyennes inférieures qui avait auparavant été négligé.

**LES MAISONS DE
BANLIEUE, ELLES-
MÊMES OBJET DE
CONSUMMATION DE
MASSE, EN VIENNENT À
CONSTITUER LE PRODUIT
GÉNÉRATEUR ET LE
MAILLON ESSENTIEL D'UNE
CHAÎNE D'AUTRES BIENS
DE CONSUMMATION —
VOITURES, APPAREILS
ÉLECTROMÉNAGERS,
ASPIRATEURS ET
TONDEUSES À GAZON —
QUI EN FACILITENT
L'ACCÈS OU L'ENTRETIEN.**

Par ailleurs, avant la guerre, c'est le client qui, dans à peu près tous les cas, achète un terrain et fait ensuite appel à l'entrepreneur de son choix pour y ériger une maison dont les plans sont fournis par le propriétaire³¹. Ce rapport entre le client et l'entrepreneur en construction change complètement dans l'immédiat après-guerre. Des modifications réglementaires instaurées par la NHA autorisent les contracteurs à emprunter pour construire des maisons avant même d'avoir des acheteurs³². Des constructeurs en

profiteront pour se lancer dans de vastes développements domiciliaires de plusieurs centaines, voire de plusieurs milliers d'unités d'habitation, pour ensuite vendre « clés en main » des lots sur lesquels se retrouvent des maisons déjà construites, sur des rues déjà

WILLIAM LEVITT, LE HENRY FORD DE LA CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE

PAR PATRICE REGIMBALD

L'entreprise Levitt and Sons, fondée par Abraham Levitt en 1929, investit le secteur de la construction résidentielle dans le comté de Nassau à l'est de New York. Rapidement, les deux fils du fondateur prennent du galon dans l'entreprise : Alfred trace les plans et William dirige l'entreprise. Ils construisent quelques milliers de maisons à Long Island, vendues entre 11 000 \$ et 19 000 \$ à des clients des classes moyennes supérieures. Puis, durant la guerre, Levitt and Sons obtient un contrat du département de la Marine des États-Unis pour fabriquer en quelques mois 2 400 maisons destinées aux officiers de la marine et leur famille à Norfolk en Virginie¹. L'entreprise développe alors une expertise dans la production sériée de maisons à bas prix.

En 1946, William Levitt achète 4000 acres de champs de pommes de terre à Long Island, dans la municipalité de Hempstead, pour y aménager le premier développement domiciliaire à grande échelle destiné au tiers inférieur des salariés. Au terme du projet, 17 447 maisons sont construites sur le site entre 1947 et 1952, sur des lots de

60 par 100 pieds échelonnés sur des rues curvilinéaires². Tout est conçu afin de diminuer les coûts et favoriser l'accès à la propriété pour le plus grand nombre : les maisons sont petites — 750 à 800 pieds carrés —, déclinées en un ou deux modèles reproduits à des milliers d'exemplaires — Cape Cod en 1947-1948, puis Ranch à partir de 1949 —, la fondation est constituée d'une simple dalle de béton intégrant des tuyaux pour le chauffage radiant, le demi-étage en sous-pente est laissé à l'état brut, la toiture à deux pans est offerte sans lucarnes et la salle de bain et la cuisine sont adossées afin de limiter les travaux de filage électrique et de plomberie³.

La construction des maisons elle-même est soumise à une analyse détaillée et rigoureuse. William Levitt veut limiter le plus possible le temps de réflexion consacré par les ouvriers à la réalisation des différentes étapes de la production — estimé à 25 % du temps de travail dans un cadre artisanal — par un séquençage des tâches en 27 étapes : des bulldozers nivellent le terrain, puis des équipes spécialisées viennent suc-

cessivement couler la fondation, déposer les matériaux à tous les 60 pieds (incluant la cuisinière électrique, la machine à laver, le réfrigérateur et les stores vénitiens), assembler la structure à ossature de bois, monter les cloisons, installer les équipements de chauffage, de plomberie ou d'électricité. Les éléments les plus complexes (escaliers, comptoirs avec éviers, armoires, encoignures, portes et fenêtres) sont préassemblés

Levittown : tous les matériaux nécessaires à la construction de la maison sont déposés sur le site.



tracées et pavées, dans le cadre d'un habitat groupé souvent doté d'équipements collectifs (égouts, aqueduc, parcs, écoles, centre communautaire, mairie, etc.). Les maisons de banlieue, elles-mêmes objet de consommation de masse, en viennent à constituer le produit générateur et le maillon essentiel d'une chaîne d'autres biens de consommation — voitures, appareils électroménagers, aspirateurs et tondeuses à gazon — qui en facilitent l'accès ou l'entretien.

2.4 LES INITIATIVES DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAUX

La Grande Dépression et ses répercussions sociales — paupérisation, saisies de propriétés résidentielles, délabrement du parc immobilier urbain — vont poser un défi aux pouvoirs publics qui interviendront

plus massivement et plus directement qu'ils ne l'avaient fait auparavant dans un domaine qui ne semblait relever jusqu'alors que de la sphère privée : l'habitation. La question emprunte un caractère d'urgence alors que la guerre succède à la crise : comment faciliter dans les agglomérations urbaines l'accès à un logement décent pour le plus grand nombre ? Le gouvernement fédéral américain procède à des investissements massifs dans le domaine du logement social — plus de 500 000 unités d'habitation ont été construites à cet effet entre 1934 et 1962 —, programmes pour lesquels les salariés des classes moyennes inférieures ne se qualifient pas³³. Pour ces derniers, les interventions des gouvernements fédéraux américain et canadien visent davantage à soutenir l'entreprise privée dans la

construction de maisons individuelles dans des quartiers résidentiels en périphérie des villes. Ce biais des gouvernements centraux pour le développement des banlieues, bien qu'il n'ait jamais fait l'objet d'un plan d'aménagement du territoire explicite, s'exprime de trois façons : par un système d'évaluation des biens immobiliers, par la définition de standards nationaux pour les maisons individuelles « minimales » et par la définition de lignes directrices pour l'aménagement des quartiers résidentiels.

Le système d'évaluation des biens immobiliers

En 1934, la HOLC, pour faciliter la gestion de millions de demandes de rééchélonnement de crédits hypothécaires, uniformise le système d'approbation des prêts en fon-

en usine afin d'économiser les coûts de la main-d'œuvre spécialisée et laisser le montage final sur le site même à des ouvriers non syndiqués. Au sommet de la production en 1948, trente maisons par jour seront construites à Levittown⁴. L'entreprise Levitt and Sons présente en outre un cas exceptionnel d'intégration verticale visant une autonomie dans l'approvisionnement des matériaux de construction : elle possède une scierie et des forêts en Californie, une carrière, une cimenterie et une flotte de camions-malaxeurs à béton, une fabrique de clous et une division qui s'occupe de l'achat des équipements⁵.

Enfin, l'entreprise cherche à minimiser les responsabilités découlant de l'aménagement d'un habitat de 82 000 personnes :

« Nous sommes des manufacturiers et non des constructeurs. La seule différence entre Levitt and Sons et General Motors, c'est que nous répartissons le travail et les matériaux sur une chaîne de fabrication stationnaire et en plein air plutôt que de les réunir à l'intérieur d'une usine sur une chaîne de montage mobile. Et comme dans une usine, nous produisons, à rendement maximal, une maison nouvelle toutes les 24 minutes. »

— William Levitt, 1950

Tiré de Rosalyn BAXANDALL et Elizabeth EWEN, *Picture Windows. How the Suburbs Happened*, New York, Basic Books, 2000 p.125. (Traduction libre de Patrice Regimbald)

les interconnexions entre les rues résidentielles et le système autoroutier environnant ont été négligées, aucun service de transport en commun n'a été prévu, les écoles promises n'ont jamais été construites, la responsabilité du ramassage des ordures est laissée à des entrepreneurs privés qui facturent directement leurs clients, il n'y pas d'aqueduc — mais des puits avec des systèmes de pompes et des conduits pour alimenter des maisons — il n'y a pas non plus d'égouts, ni même de réservoirs septiques, mais des fosses d'aisances qui provoquent des refoulements quand les sols sont gorgés d'eau les jours de grandes pluies, au point où le gouvernement fédéral américain devra combler ces carences en investissant massivement dans les infrastructures des banlieues durant les années 1960⁶.

Deux autres Levittown sortent de terre durant les années 1950, au New Jersey et en Pennsylvanie, près de Philadelphie. L'entreprise achetée par ITT en 1964 au coût de \$90 millions a alors construit plus de 140 000 maisons dans une demi-douzaine d'états américains avant de poursuivre son expansion aux États-Unis, au Canada (notamment avec le projet Bergelac à Dollard-des-Ormeaux durant les années 1970), en Espagne et en France⁷. Par une cruelle ironie de l'histoire, l'entreprise née durant la Grande Dépression a cessé ses activités et déclaré faillite au moment du krach immobilier de 2007.



Une famille de Levittown pose devant sa maison de modèle Cape Cod payée 7 990 \$ en 1948.

RÉFÉRENCES

- 1 Kenneth JACKSON, *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of United States*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p.234
- 2 David KUSHNER, *Levittown. Two Families, One Tycoon, and the Fight for Civil Rights in America's Legendary Suburb*, New York, Walker and Company, 2009, p.37
- 3 K. JACKSON, *op.cit.* p.234.
- 4 K. JACKSON, *op.cit.* p.234; Rosalyn BAXANDALL et Elizabeth EWEN, *Picture Windows. How the Suburbs Happened*, New York, Basic Books, 2000, p.127
- 5 BAXANDALL, *op.cit.* p.126
- 6 Dolores HAYDEN, *Building Suburbia. Green Fields and Urban Growth, 1820-2000*, New York, Vintage Books, 2004, p.136-137.
- 7 K. JACKSON, *op.cit.* p.234.

tion du risque présenté par les biens immobiliers. Il établit que la valeur d'une propriété dépend de sa localisation et de son environnement et détermine l'existence de quatre catégories de voisinage : A (la zone verte, constituée de « développements immobiliers récents, socialement homogènes, en demande dans de bonnes comme dans de mauvaises périodes »), B (la zone bleue, « habitat ayant atteint son sommet, en demande pour des années à venir »), C (la zone jaune, « habitat en déclin présentant un risque élevé »), D (la zone rouge, à éviter)³⁴. Différents critères gradués d'évaluation ont été constitués, dont certains laissent place au flou et à l'arbitraire. Ainsi, que peut donc signifier « la protection face à des éléments indésirables » comptant pour 20 % de l'évaluation ? La présence d'usines polluantes ? Ou de catégories sociales indésirables, celles des pauvres et des noirs notamment ? Poser la question, c'est y répondre. Dans un quartier de Détroit, la FHA a refusé en 1940 l'assurance prêt hypothécaire parce que les Blancs et les Noirs vivaient trop près les uns des autres et l'a accordée seulement quand le développeur a construit un mur entre les deux zones (voir la figure 1)³⁵. C'est ce que l'on a appelé aux États-Unis, le « redlining », une pratique ségrégationniste légitimée et mise de l'avant par une agence gouvernementale américaine.



FIGURE 1

Le « Eight Mile Wall » a été érigé à Détroit en 1940 pour séparer les Blancs des Noirs à la demande de la Federal Housing Administration.

Entre 1934 et 1940, la HOLC puis la FHA vont produire des cartes de 239 agglomérations urbaines aux États-Unis (voir la figure 2). La délimitation des zones présente la plupart du temps un schéma radioconcentrique : les zones rouges à éviter sont situées dans le cœur des villes, les zones à privilégier, dans les banlieues. Il ne semble pas que de nouvelles cartes aient été produites après 1940. Mais ce système d'évaluation du risque persistera des années durant au sein des institutions financières privées.

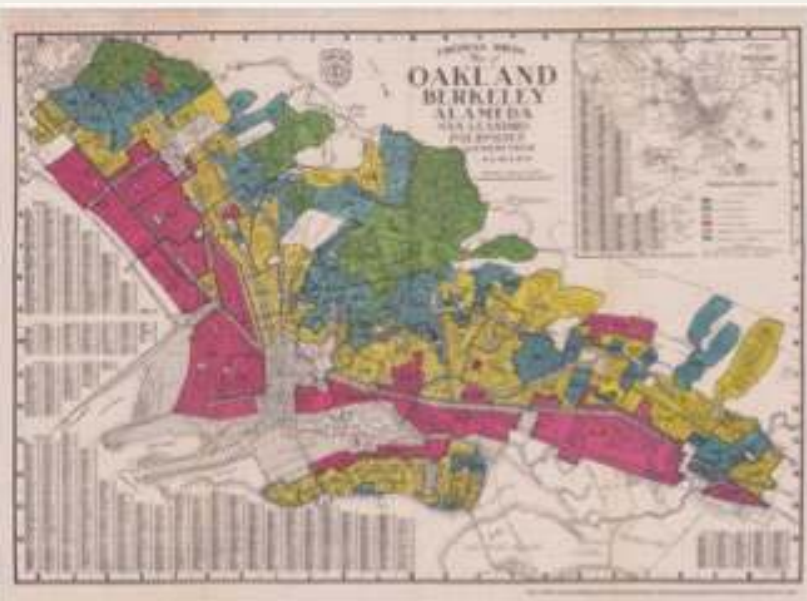


FIGURE 2

Exemple de carte produite en 1936 par la Home Owners Loan Corporation (HOLC) pour l'évaluation des biens immobiliers dans la région métropolitaine d'Oakland en Californie : les zones à risque (en rouge) sont localisées dans le noyau urbain, les zones recommandables (en vert et en bleu), sont en périphérie.

La définition de standards pour les maisons individuelles minimales

Cet accès à la propriété résidentielle pour le plus grand nombre passe également par l'édiction de normes pour les maisons individuelles. Aux États-Unis, les guides de la FHA de 1936 et 1940 établissent des standards pour la construction de maisons dites « minimales » : 650 à 900 pieds carrés de plancher, deux chambres, une cuisine, une aire pour le repas, une salle de bain³⁶. L'équivalent est mis en branle au Canada durant la guerre alors que le WHL (War-time Housing Limited, 1941) contrôle les projets soumis, définit les normes et prend en charge la production d'une partie des logements, soit 40 000 maisons individuelles construites en séries avec des matériaux normalisés, aux abords des usines³⁷. Ces petites maisons inspirées du modèle Cape Cod alors en vogue dans le nord-est des États-Unis, sont louées, puis vendues à leurs occupants ou à des vétérans après la guerre. Puis, en 1946, la SCHL se voit confier pour mandat de contribuer au développement d'un habitat moderne et abordable pour les Canadiens. Elle s'acquitte de cette tâche en participant au financement direct de projets domiciliaires (dont 80 % ont été dirigés vers la construction de bungalows, au Québec, durant les années 1950³⁹) et en publiant des catalogues de maisons

UN HABITAT PAVILLONNAIRE DÉMOCRATISÉ À VELLÉITÉ ÉGALITAIRE

PAR PATRICE REGIMBALD

L'habitat résidentiel des banlieues de l'après-guerre présente une forme d'appropriation de l'espace fort différente que ce qui prévalait dans les banlieues cossues du tournant du XX^e siècle. Un promeneur qui déambulerait dans les banlieues bourgeoises d'il y a un siècle découvrirait un habitat tout en verticalité, les maisons ayant généralement deux ou trois étages, et où s'établit une nette coupure entre l'espace public et privé. Les lots y sont vastes et profonds (2 à 6 maisons par acre), séparés par des clôtures ou des barrières végétalisées et les maisons, surélevées par rapport à la rue, sont pour ainsi dire encloses sur elles-mêmes, peu ouvertes sur l'environnement immédiat et pas particulièrement invitantes pour les passants. L'espace de dégagement par rapport à la rue est important (autour de 30 pieds) et on accède à la maison par un chemin d'accès qui mène à un vaste porche couvert, en surplomb par rapport à la rue, conduisant à un espace de réception des visiteurs constitué d'un vestibule et d'un hall. À l'intérieur on retrouve des espaces clos destinés à l'accueil des visiteurs (parloir, salon, salle à dîner) et à des usages sociaux formels (réceptions, divertissements, deuils, mariages). Quant aux appartements privés (4 à 6 chambres et salle de bain), ils sont situés à l'étage et donc, inaccessibles aux visiteurs. En un mot, comme le résume Barbara Miller Lane, il s'agit d'un habitat guindé, soucieux de préserver l'intimité de ses occupants et d'en d'affirmer la position sociale avantageuse¹.

Dans les banlieues des classes moyennes aménagées dans l'après-guerre, le plan horizontal prédomine et un certain continuum semble exister entre les espaces privés et publics. La densité est plus grande que dans les banlieues des classes supérieures — 8 maisons par acre — et les maisons sont petites et basses : moins de 1 000 pieds carrés déployés sur un étage ou un étage et demi. En outre, les larges rues asphaltées et les chemins d'accès bétonnés y découpent des bandes de gazon en une rythmique régulière et harmonieuse qui accentuent l'impression d'horizontalité (voir la photo de



MODERN HOME No. 111



FIRST FLOOR PLAN



SECOND FLOOR PLAN

Le modèle de la maison cossue vendue en kit par Sears en 1908 traduit l'attachement à la tradition bourgeoise des espaces formels sis au rez-de-chaussée et à la relégation des appartements privés à l'étage supérieur.

Lakewood). Et comme les clôtures y sont souvent bannies, les parterres avant forment un bandeau verdoyant élevé au rang de parc linéaire «communautarisé». Ces parterres, conçus au départ comme des parcelles privées, en viennent à constituer, de par leur agrégation, un espace de contrainte au bénéfice de la vue des voisins: les activités à usage privatif y sont rares, les BBQ, les baignades, les potagers ou les modules de jeux pour enfants étant relégués à la cour arrière. Et malheur aux dangereux contrevenants qui n'entretiennent pas consciencieusement leur pelouse et enfreignent ainsi les règles morales du bon voisinage.

Par ailleurs, la zone intermédiaire entre les lieux à usage privatif et le domaine public y est réduite à sa plus simple expression: l'espace de dégagement par rapport à la rue est limité, l'entrée, constituée d'un palier non couvert, ne présente aucun caractère ostentatoire et permet aux visiteurs d'accéder directement dans les espaces de vie familiale (salle de séjour, salle à manger ou cuisine). Quant aux chambres, elles sont situées au rez-de-chaussée

et sont séparées du reste de la maison par de simples cloisons. Enfin, une fenêtre panoramique joue le rôle de porche en reliant la salle de séjour à la rue, permettant aux occupants de voir à l'extérieur — les enfants jouer ou les visiteurs approcher — et aux passants, de voir à l'intérieur de la maison. Bref, les banlieues de l'après-guerre présentent les apparences d'un habitat convivial, bannissant les rapports hiérarchiques et traduisant une aspiration à l'égalité sociale, aux relations de voisinage et à la vie communautaire. Certes, l'individualisme y règne en maître et l'espace social, édifié sur la seule base de maisons unifamiliales, est atomisé. Mais sur le plan spatial, chacune des maisons n'existe pas en tant qu'unité esthétique individuelle, mais comme partie constituante d'un groupe esthétique ordonné plus large. Et l'objectif des développeurs était justement de créer une individualité de groupe par des stratégies d'aménagement «qui unifient l'ensemble et le distinguent des autres groupes»². Les enquêtes d'opinion ont d'ailleurs montré que, dans les années 1950, ce qui incite les

acheteurs à choisir un habitat banlieusard, c'est moins la maison individuelle que le quartier permettant de vivre avec des semblables à soi³. Bref, d'y vivre isolés, mais ensemble.

RÉFÉRENCES

- 1 *Houses for a New World. Builders and Buyers in American Suburbs 1945-1965*, Princeton, Princeton University Press, 2015, p.6-7.
- 2 Jonathan LACHANCE, «L'architecture des bungalows de la SCHL: 1946-1974 », Mémoire, Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en études des arts, 2009, p.116.
- 3 Edward Thurber Paxton, *What People Want when They Buy a House: A Guide for Architects and Builders Based Principally on a Survey Research Center, Institute for Social Research, University of Michigan and a Study by the Small Homes Council, University of Illinois*, Washington DC, US Department of Commerce, 1955, p.15-16.



Exemple de maison cossue du tournant du XX^e siècle:
Chemin de la Côte Sainte-Catherine Outremont (1913)



Banlieue de classes moyennes, Lakewood, Californie (1950)

abordables dont les plans peuvent être commandés par courrier pour la modique somme de 10 \$ (voir la figure 3). Selon Jonathan Lachance qui a étudié la question, la SCHL a promu un système constructif industriel et une maison individuelle normalisée qui «s'insèrent dans le projet global de la banlieue pavillonnaire pour la classe moyenne salariée»⁴⁰.



FIGURE 3
Entre 1946 et 1974, 24 catalogues contenant 630 modèles de maison ont été publiés par la SCHL. On voit ici un des modèles contenus dans l'édition de 1947.

La définition de lignes directrices pour l'aménagement des quartiers résidentiels

L'habitat pavillonnaire en Amérique du Nord a été constitué par une multitude d'entrepreneurs, gros et petits dans des milliers de municipalités distinctes. Mais le caractère d'uniformité qui s'en dégage est en bonne partie le résultat de recommandations gouvernementales sur l'aménagement des quartiers résidentiels. Ainsi, la FHA publie une série de guides en 1936, 1938, 1941 et 1946 intitulés *Planning Neighborhoods for Small Houses*. On y précise les superficies minimales pour les lots et les maisons, la largeur de la maison (les maisons en rangée de 16 pieds comme on en retrouve à Baltimore deviennent inéligibles) ou l'espace de dégagement à l'avant. Quant à l'aménagement d'ensemble, on y promeut des principes inspirés par la banlieue de Radburn au New Jersey: maisons construites autour d'équipements collectifs (parcs, école, édifices communautaires), zonage étanche entre les fonctions résidentielle, commerciale et industrielle, plan à damier dévalorisé au profit de rues curvilinéaires, d'impasses et de culs-de-sac (voir la figure 4)⁴¹. Les mêmes lignes directrices promues au Canada dès 1946 dans les catalogues de maisons de la SCHL ainsi que dans des guides

JOURNÉE D'ÉTUDE DE L'APHCQ

ÉVÉNEMENTS FONDATEURS ET COMMÉMORATIONS:

ENJEUX HISTORIQUES ET MÉMORIELS.

On prend de la hauteur et on se réunit tous ensemble
au cégep du Vieux Montréal le 1^{er} juin 2017.

1^{er} JUIN



**CÉGEP DU
VIEUX MONTRÉAL**

distincts (*Principes pour le groupement de petites maisons*, 1954)⁴². Ces « *guide lines* » ne sont présentés que comme des recommandations, mais en réalité ils deviennent prescriptifs, car le financement pour les constructeurs était impossible à obtenir pour qui ne s'y conformait pas. Et les développeurs qui se soumettent à ces principes se voyaient accorder des promesses de garantie de prêts hypothécaires avant même que les maisons ne soient construites.

En définitive, un rapport triangulaire s'institue entre les agences fédérales, les institutions financières privées qui accordent les prêts hypothécaires et les emprunteurs, constructeurs et clients. Les agences fédérales offrent des garanties sur les prêts et sur les risques encourus dans les différents quartiers résidentiels. Elles définissent par ailleurs les standards et font des recommandations sur le type d'aménagement et de maisons souhaitables, c'est-à-dire un habitat pavillonnaire en banlieue. Les constructeurs et les clients s'y conforment scrupuleusement et les institutions financières suivent. Une bonne part des responsabilités quant aux caractéristiques de la banlieue de l'après-guerre — monotonie architecturale et homogénéité sociale — est attribuable aux pouvoirs publics.

3 L'IMAGINAIRE SYMBOLIQUE DE LA BANLIEUE

Le déplacement massif des classes moyennes vers la banlieue dans l'immédiat après-guerre contribue à constituer un habitat distinct, avec ses caractères propres. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Se loger implique une façon particulière d'organiser sa vie individuelle, familiale et sociale, de s'approprier l'espace, d'y fixer son empreinte et d'investir un lieu de significations. Mais la banlieue a-t-elle créé les banlieusards ou au contraire, des comportements préexistants ont-ils contribué à la constituer ? Dans l'impossibilité de trancher, contentons-nous d'affirmer que l'environnement spatial de la banlieue consolide des manières particulières d'être, d'agir et de penser qui ont pu, au préalable, revêtir une existence symbolique. Or, dans l'immédiat après-guerre, se constitue un imaginaire, à travers les images véhiculées dans la publicité, le cinéma, la télévision, les magazines, qui contribue à la mise en désir de la banlieue comme lieu d'épanouissement par excellence de la famille nucléaire⁴³. Cet imaginaire symbolique s'édifie autour de trois piliers le nid familial, la nature et la communauté.

3.1 LE HOME SWEET HOME

Le rêve de l'accès à la propriété résidentielle constitue une dominante de l'identité américaine. Thomas Jefferson, le principal rédacteur de la déclaration d'indépendance des États-Unis et le troisième président américain ne rêvait-il pas d'une nation constituée de petits propriétaires agraires

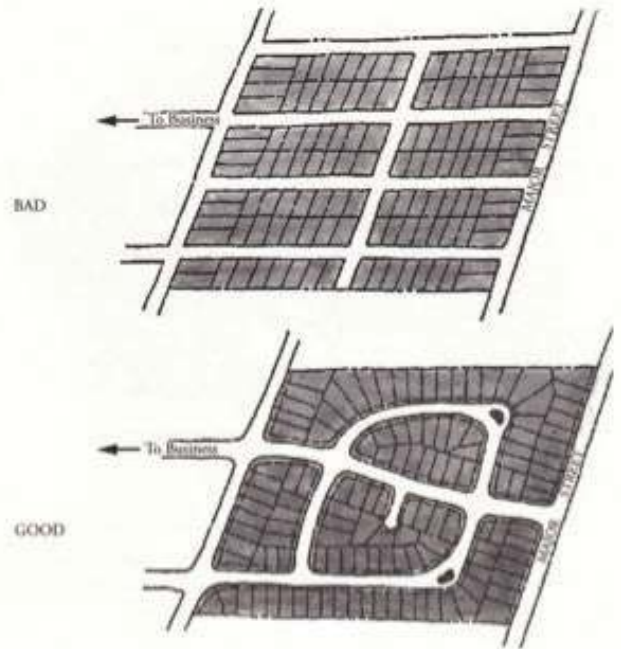


FIGURE 4

Schéma présentant les recommandations du FHA en matière de réseau artériel local, le plan à damier étant rejeté au profit de rues curvilinéaires. Source : *Planning Neighborhoods for Small Houses*, 1938.



FIGURE 5

Les banlieues de Chicago développées au tournant du XX^e siècle font l'objet d'une intense campagne promotionnelle auprès des ouvriers spécialisés. Selon Elaine Lewinnek, les vertus financières de la propriété résidentielle sont prioritairement mises de l'avant par les développeurs, l'achat d'une maison étant représenté comme la récompense du dur labeur, le bas de laine pour les vieux jours et le rempart contre les vicissitudes du capitalisme industriel.

Elaine Lewinnek, *The Working Man's Reward*, New York, Oxford University Press, 2014, 239p.

indépendants ? Il est le premier d'une longue suite à penser la propriété résidentielle comme un vecteur de liberté. Il n'est pas dans notre intention d'en établir la genèse détaillée. Contentons-nous d'évoquer quelques exemples, comme les campagnes du « *why pay rents* » lancées au début du XX^e siècle par des promoteurs immobiliers de banlieue qui présentent l'achat d'une maison comme une forme d'affranchissement par rapport à des propriétaires qui augmentent indûment les loyers, négligent l'entretien des logements, menacent leurs locataires d'éviction, en régissent les fréquentations et la conduite⁴⁴ (voir la figure 5). Et dans l'après-guerre, c'est au tour de la National Association of Manufacturer's de financer une vaste campagne

où l'accès à la propriété est identifié comme un acte patriotique dans la lutte contre le communisme et comme l'expression de l'esprit d'indépendance des Américains⁴⁵. On peut comprendre que de telles campagnes aient pu toucher une corde sensible auprès des familles américaines qui en viennent à accepter l'idée que posséder sa maison, c'est se posséder soi-même, alors que partout ailleurs, dans le monde du travail ou dans le domaine politique, les aléas de la conjoncture déterminent les destins individuels et collectifs. À cela s'ajoute la prégnance du modèle culturel de la famille nucléaire — le père pourvoyeur, l'épouse-ménagère-reproductrice-reine-abeille-du-foyer, et la ribambelle d'enfants — dont l'épanouissement serait conditionnel à la désertion de la ville et à l'établissement en banlieue.

3.2 LE CARRÉ DE VERDURE

Pour une majorité de citadins dont les racines rurales ne sont pas encore très lointaines, l'idée d'une maison sise dans un paysage bucolique est séduisante. D'autant plus que l'urbanisation au XIX^e siècle, consubstantielle à l'industrialisation, est associée à la grisaille du smog, de la brique et du béton, et à un habitat insalubre et délabré. Certains sociologues de l'école de Chicago, tel Louis Wirth, avancent même l'idée que le milieu écologique de la ville moderne, fondé sur la destruction de la nature, susciterait les formes de dysfonctionnements sociaux qui y sévissent : pauvreté, alcoolisme, vandalisme, mendicité⁴⁶. À l'inverse, la nature sauvage et la vie rurale

seraient synonymes de quiétude, d'équilibre et de bien-être physique et moral. De nombreux projets de régénérescence sociale fondés sur l'élaboration de collectivités modèles mêlant l'urbanité et la ruralité seront proposés au XIX^e siècle, des utopies communautaristes d'inspiration fouriériste en passant par le projet de cités-jardins d'Ebenzer Howard. Et les banlieues cossues du tournant du XX^e siècle, comme celles destinées aux classes moyennes dans l'après 1945, se présentent comme la solution moderne au problème de l'agrégation humaine, le moyen terme entre la nature sauvage et l'effervescence urbaine. Quant à l'horticulture et l'entretien de la pelouse, ils sont institués comme le lieu de synthèse par excellence entre les modes de vie anciens et nouveaux, c'est-à-dire une activité de substitution aux activités agricoles et un loisir propre au mode de vie des sociétés industrielles avancées.

3.3 LA COMMUNAUTÉ TISSÉE SERRÉE

Enfin, le troisième élément de cet imaginaire symbolique se constitue autour de l'idéal communautaire. La banlieue est représentée comme un habitat résidentiel à dimension humaine, harmonieux, plus propice aux rapports humains (voir la figure 6). Alors que dans les villes, les rapports humains

sont réputés anonymes, marqués par une certaine réserve. L'individu urbanisé étant désocialisé par rapport à son groupe d'origine suggère Louis Wirth, il entretiendrait seulement des relations secondaires, segmentées, temporaires, ponctuelles, superficielles et impersonnelles⁴⁷. En revanche, la banlieue concrétiserait l'aspiration à une culture locale de la solidarité, marquée par l'identification et l'appartenance à un lieu où la population se réunirait sur la base de sentiments partagés. Notamment la volonté de constituer un îlot de résistance face aux turpitudes de la ville et face à la déliquescence du tissu urbain. Tel fut là le principal succès de banlieue de l'après-guerre : se développer matériellement dans le voisinage immédiat des villes tout en parvenant à s'en distancier sur le plan symbolique.

CONCLUSION

Le surgissement de nouvelles banlieues dans l'après-guerre résulte de la rencontre d'une forte demande — le retour des soldats de la guerre, la constitution de millions de nouveaux ménages, la pénurie de logements pour les citadins des classes moyennes — et d'une offre propre à la combler de la part des principaux acteurs dans le domaine de l'habitation : les constructeurs qui standardisent leurs méthodes de construction afin d'offrir de petites maisons

LES BANLIEUES COSSUES DU TOURNANT DU XX^E SIÈCLE, COMME CELLES DESTINÉES AUX CLASSES MOYENNES DANS L'APRÈS 1945, SE PRÉSENTENT COMME LA SOLUTION MODERNE AU PROBLÈME DE L'AGRÉGATION HUMAINE, LE MOYEN TERME ENTRE LA NATURE SAUVAGE ET L'EFFERVESCENCE URBAINE.



FIGURE 6

La Banque d'Épargne obtient l'autorisation légale de consentir des prêts hypothécaires en 1950. Elle investit alors ce secteur d'activités en promouvant l'image idyllique d'un habitat pavillonnaire favorable à l'épanouissement de la famille nucléaire et des bonnes relations de voisinage.

abordables; les institutions financières qui, soutenues par les gouvernements, démocratisent l'accès au crédit hypothécaire; les gouvernements qui mettent de l'avant un cadre réglementaire qui oriente le développement de nouveaux quartiers résidentiels en périphérie des villes. Au carrefour de ces mouvements se constitue un espace symbolique de la banlieue fondé sur l'aspiration à un nid familial, un carré de verdure et une communauté harmonieuse, mélange d'idéal préfabriqué par les marchands de rêve du marché résidentiel et de lieu de promesses où les classes moyennes nord-américaines projettent leurs rêves de réussite matérielle.

RÉFÉRENCES

- 1 Daniel SCHAFER, *Garden Cities for America: The Radburn Experience*, Philadelphia, Temple University Press, 1982, p.61.
- 2 J'emprunte la formule à Jean-Luc DEBRY, *Le cauchemar pavillonnaire*, Montreuil, Éditions L'Échappée, 2012.
- 3 *La logique des villes*, LITEC (Librairies Techniques), coll. « Géographie économique et sociale » no 15, Paris, 1981, 633 p.
- 4 Robert BRUEGMANN, *Sprawl, A compact History*, Chicago, Chicago University Press, 2005, p.22-23
- 5 Hervé VIELLARD-BARON, « La banlieue: question de définition » dans Thierry PAQUOT, éd., *Banlieues/Une anthologie*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008 p.23-24.
- 6 Kenneth JACKSON, *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of United States*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p.103-115.
- 7 Robert BRUEGMANN, *op. cit.*, p. 36-37.
- 8 Elizabeth COHEN, *A Consumer's Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2004, p.195
- 9 Leigh GALLAGHER, *The End of Suburbs. Where the American Dream is Moving*, New York, Portfolio/Penguin, 2013, p.44
- 10 Ellen TYLER MAY, « The Commodity Gap: Consumerism and the Modern Home », in Lawrence B. Glickman ed., *Consumer society in American History: A Reader*, Ithaca, Cornell University Press, 1999 p.304.
- 11 Elaine TYLER MAY, *op. cit.*, p.301
- 12 Elizabeth COHEN, *op. cit.* p.195.
- 13 Kenneth JACKSON, *op. cit.*, p.250.
- 14 *Ibid.*, p.249.
- 15 Clifford Edward CLARK, *The American Family Home, 1800-1960*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1986, p.213.
- 16 Lucie K. MORISSET et Luc NOPPEN, « Le bungalow québécois, monument vernaculaire: la naissance d'un nouveau type » *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 48, n°133, 2004, p.10; Rosalyn BAXANDALL et Elizabeth EWEN, *Picture Windows. How the Suburbs Happened*, New York, Basic Books, 2000, p.88
- 17 Elaine TYLER MAY, *op. cit.*, p.303
- 18 Jean-Pierre COLLIN et Annick GERMAIN, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain: Montréal, 1940-1960 », *Revue d'histoire urbaine*, Vol 15, no 2 (1986), p.128.
- 19 Leigh GALLAGHER, *op. cit.*, p.34.
- 20 BAXANDALL, *op. cit.*, p.87
- 21 Benjamin ROSS, *Dead Dend. Suburban Sprawl and the Re-birth of American Urbanism*, New York, Oxford University Press, 2014, p.42.
- 22 BAXANDALL, *op. cit.*, p.56
- 23 Benjamin ROSS, *op. cit.*, p.42
- 24 Mark GOTTDIENER et Ray HUTCHISON, *The New Urban Sociology* (second edition) Boston, McGraw Hill Higher Education, 2000, p.73
- 25 Becky M. NICOLAIDES et Andrew WIESE ed., *The Suburb Reader*, New York, Routledge, 2006, p.258.
- 26 Elizabeth KNEEBONE et Alan BERUBE, *Confronting Suburban Poverty in America*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, 2013, p.8.
- 27 Leigh Gallagher, *op. cit.*, p.61
- 28 Dolores HAYDEN, *Building Suburbia. Green Fields and Urban Growth, 1820-2000*, New York, Vintage Books, 2004, p.132.
- 29 D.J. WALDIE, *Holy Land. A Suburban Memoir*, New York, St Martin's Griffin, 1996, p.1-34.
- 30 *Ibid.*
- 31 BAXANDALL, *op. cit.*, p.75
- 32 *Ibid.*, p.122.
- 33 Benjamin ROSS, *op. cit.*, p.45
- 34 K. JACKSON, *op. cit.*, p.197
- 35 B. ROSS, *op. cit.*, p.43.
- 36 Barbara MILLER LANE, *Houses for a New World. Builders and Buyers in American Suburbs 1945-1965*, Princeton, Princeton University Press, 2015, p.36
- 37 Diane ARCHAMBAULT-MALOUIN, « Maisons de guerre, maisons de paix » *Continuité*, n° 67, 1996, p.23-26.
- 38 L. MORISSET et L. NOPPEN, *loc. cit.*, p.11
- 39 Jonathan LACHANCE, « L'architecture des bungalows de la SCHL: 1946-1974 ». Mémoire, Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en études des arts, 2009.
- 40 *Ibid.*, p.34
- 41 Voir Benjamin ROSS, *op. cit.*, chapitre 3; Barbara MILLER LANE, *op. cit.*, chapitre 1.
- 42 Voir Jonathan LACHANCE, *op. cit.*, « Figures », p.218-230
- 43 J'emprunte l'expression au sociologue Jean Viard qui l'utilise à propos de la vente du rêve autour des destinations touristiques. *Le triomphe d'une utopie. Vacances, loisirs, voyages. La révolution des temps libres*, Paris Éditions de l'Aube, 2015, 443p.
- 44 Dolores HAYDEN, *op. cit.*, p.88-96.
- 45 R. BAXANDALL, *op. cit.*, p.107-108.
- 46 Louis WIRTH, *Le ghetto*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, « Champ urbain, 1980 (1928).
- 47 Louis WIRTH, « Le phénomène urbain comme milieu de vie », traduit et présenté par Isaac JOSEPH et Yves GRAFMEYER. *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Champs essais, 2004, p.255-281. (Publication originale: « Urbanism as a "Way of Life" », *American Journal Of Sociology*, vol. 44, juillet 1938).



Banlieue de Los Angeles
Source: Life Magazine (1953)



Ville Mont-Royal et Parc-Extension
Source: Google Earth

LA BANLIEUE DE L'APRÈS-GUERRE EST UN ESPACE SÉGRÉGUÉ

PAR PATRICE REGIMBALD

VIVRE ISOLÉS, MAIS ENSEMBLE, C'EST LA FORMULE QUI POURRAIT QUALIFIER LES DIFFÉRENTES FORMES DE SÉGRÉGATION QUI PRÉDOMINENT DANS L'HABITAT BANLIEUSARD DE L'APRÈS-GUERRE.

Et c'est en premier lieu dans les maisons elles-mêmes qu'une séparation est instaurée: d'abord entre les enfants, relégués à la zone bruyante du sous-sol, de la cour ou de la salle de jeux sous-pentes et les parents qui occupent les autres appartements de la maison; entre le mari qui hante le garage ou l'atelier et l'épouse à qui l'on attribue l'usufruit de la cuisine et de la salle de lavage; enfin, entre le travailleur qui accède quotidiennement au monde extérieur et la ménagère qui est claquemurée dans sa prison dorée.

La banlieue de l'après-guerre est aussi un habitat qui se distingue des villes, lieu de mixité et d'entremêlement, par la ségrégation fonctionnelle étanche établie entre les espaces dédiés aux activités industrielles, commerciales et résidentielles, le passage de l'une à l'autre n'étant possible que par l'utilisation de l'automobile. Déjà, au XIX^e siècle, des banlieues cossues, pour des raisons pratiques et morales, avaient sanctuarisé les zones résidentielles de toute forme d'intrusion marchande ou industrielle. Ce qui mettait en cause le sacro-saint droit de propriété, les dé-

tenteurs de lots pouvant légitimement invoquer le droit d'y commercer ou d'y produire librement. En 1926, la Cour suprême des États-Unis statue sur la question en un jugement célèbre qui considère le zonage fonctionnel instauré par les municipalités comme s'inscrivant dans l'exercice du pouvoir de police qu'elles détiennent, c'est-à-dire, le droit gouvernemental de maintenir l'ordre et d'éliminer les nuisances publiques¹. S'il ne s'était agi que d'empêcher l'établissement d'usines polluantes dans des quartiers résidentiels, le jugement n'aurait souffert d'aucune contestation. Mais les juges de la Cour suprême vont beaucoup plus loin : non seulement témoignent-ils d'un biais favorable pour les maisons individuelles, mais ils estiment légaux les formes de ségrégation de la population fondées sur le revenu et la position sociale :

«...le développement de quartiers constitués de maisons individuelles est grandement entravé par la construction de maisons à appartements, avec pour résultat la destruction de quartiers à vocation unifamiliale ; on peut même ajouter que dans ces quartiers résidentiels, les maisons à appartements ont une existence parasitaire, érigées dans le seul but de tirer avantage de lots vacants dans un environnement attrayant créé par le caractère résidentiel du district. En outre, l'arrivée d'un immeuble à appartements est suivie par d'autres, interférant par leur masse et leur volume avec la circulation de l'air et monopolisant les rayons du soleil qui autrement tomberaient sur les habitations plus petites, et apportant leurs nécessaires inconvénients, — à savoir les bruits dérangeants qui sont la conséquence du trafic et de l'activité commerciale accrus, de même que l'occupation, en raison du nombre d'automobiles en déplacement ou stationnées, d'une partie plus importante de la rue — par là dépossédant les enfants du privilège d'avoir accès à des espaces de jeu ouverts et tranquilles auxquels ont droit ceux des localités plus favorisées, diminuant leur sécurité, jusqu'à ce que, à la longue, le caractère résidentiel du quartier et son pouvoir d'attraction comme lieu où l'on trouve des maisons unifamiliales soient complètement détruits. Dans ces circonstances, les maisons à appartements, qui en d'autres circonstances pourraient apparaître comme hautement souhaitables, en viennent à devenir de véritables nuisances... »².

En vertu du droit constitutionnel qui leur est reconnu, les municipalités de banlieue sont donc nombreuses à interdire la construction de blocs à appartements et même, à ordonner la démolition d'immeubles existants. Ainsi, Long Beach en Californie a procédé durant les années 1950 à la démolition de logements pour travailleurs construits quelques années auparavant par le Federal Housing Agency. Et plus spécifiquement ceux qui étaient habités par des ménages pauvres et afro-américains, tout en préservant les unités habitées par des Blancs³. Aussi, la population noire recule entre 1950 et 1960, passant de 16 000 à 9 500 personnes⁴. Il s'agit littéralement, sous le couvert de motifs de salubrité publique, d'une opération

TABEAU 4

TENDANCE DE LA SUBURBANISATION DES BLANCS ET DES NOIRS DANS QUELQUES VILLES AMÉRICAINES, 1970-1980 (%)

VILLES	BLANCS		NOIRS	
	1970	1980	1970	1980
ATLANTA	79,3	89,4	27,2	44,7
BALTIMORE	68,9	77,9	12,6	21,3
BOSTON	81,0	84,5	16,7	20,8
CHICAGO	70	75,6	16,7	24,5
DÉTROIT	77,3	87,8	13,1	15,1
LOS ANGELES	57,0	56,5	31,4	42,1
MIAMI	85,9	90,8	57,9	68,4
NEW YORK	26,9	31,4	7,1	8,2
ST-LOUIS	81,7	87,2	32,7	49,3
SAN-FRANCISCO - OAKLAND	73	77,8	32,1	36,8
WASHINGTON DC	90,5	91,7	22,7	46,2

Source : Douglas S. MASSEY et Nancy A. DENTON, *American Apartheid*, Paris, Descartes & Cie, 1995, p.321

TABEAU 5

INDICE D'ISOLEMENT DES POPULATIONS NOIRES DANS QUELQUES VILLES AMÉRICAINES (%)

VILLES	1930	1970
ATLANTA		88
BALTIMORE		85
BOSTON	19	66
CHICAGO	70	89
DÉTROIT	31	77
LOS ANGELES	25	74
MIAMI		81,5
NEW YORK	42	60
ST-LOUIS	47	85
SAN FRANCISCO - OAKLAND	2	56
WASHINGTON DC		88

L'indice d'isolement mesure le degré d'exposition d'un individu à son propre groupe. Dans cette figure, il indique le pourcentage moyen de Noirs dans le quartier (ou zone de recensement) où habite l'individu type de ce groupe minoritaire. Et donc, plus la valeur est élevée, moins la probabilité est grande, pour les Noirs, d'avoir des voisins Blancs.

Source : Douglas S. MASSEY et Nancy A. DENTON, *American Apartheid*, Paris, Descartes & Cie, 1995, p.319



Source : Google Earth

de purification raciale visant une homogénéisation sociale autour du modèle de la maison individuelle habitée par la famille nucléaire blanche de classe moyenne. Et dans les banlieues champignons nouvellement aménagées comme Lakewood, l'homogénéité est aussi générationnelle, l'âge moyen des acheteurs étant de 26 ans pour les femmes et de 32 ans pour les hommes⁵.

La banlieue devient en outre, dans l'après-guerre, une enclave de prospérité en comparaison des anciens quartiers centraux ouvriers en voie de ghettoïsation sociale et

raciale. Ainsi, en 1983 aux États-Unis, le revenu moyen des ménages urbains équivaut à 72 % de celui des banlieusards. Et à chaque mille parcouru depuis le centre des affaires des régions métropolitaines, le revenu moyen des ménages s'accroît de 8 % et de 100 % à une distance de dix milles⁶. Une ségrégation s'établit également entre les banlieues de riches et celles des classes moyennes supérieure et inférieure. Un ensemble de stratégies est mis en place par les administrations municipales afin d'assurer le caractère sélectif des banlieues cossues : nature des parements extérieurs des maisons, nombre de pieds carrés de plancher, structure de la maison en béton et non en bois, etc. Westmount, par exemple, prohibe les maisons de jeu, de billard et de quilles et interdit au tournant du XX^e siècle les escaliers extérieurs et les maisons en rangée au profit de maisons séparées d'au moins deux étages sur des lots d'au moins 50 pieds de largeur. L'enjeu pour la municipalité est de promouvoir un milieu résidentiel privilégié et de constituer un espace immunitaire « mettant les familles bourgeoises à l'abri de la cohue »⁷.

Enfin, parmi les facteurs de localisation en banlieue dans la période de l'après-guerre, la composition linguistique au Québec et la composition raciale aux États-Unis constituent un déterminant majeur⁸. Un double mouvement simultané se met en place dans le pays de l'Oncle Sam : des millions de Noirs quittent les campagnes du sud pour gagner les villes du Nord — 4,5 millions entre 1940 et 1970 — tandis que les Blancs désertent les noyaux urbains. Washington constitue à cet égard un cas extrême, 92 % des Blancs de la région métropolitaine ayant trouvé refuge en banlieue (voir le tableau 4).

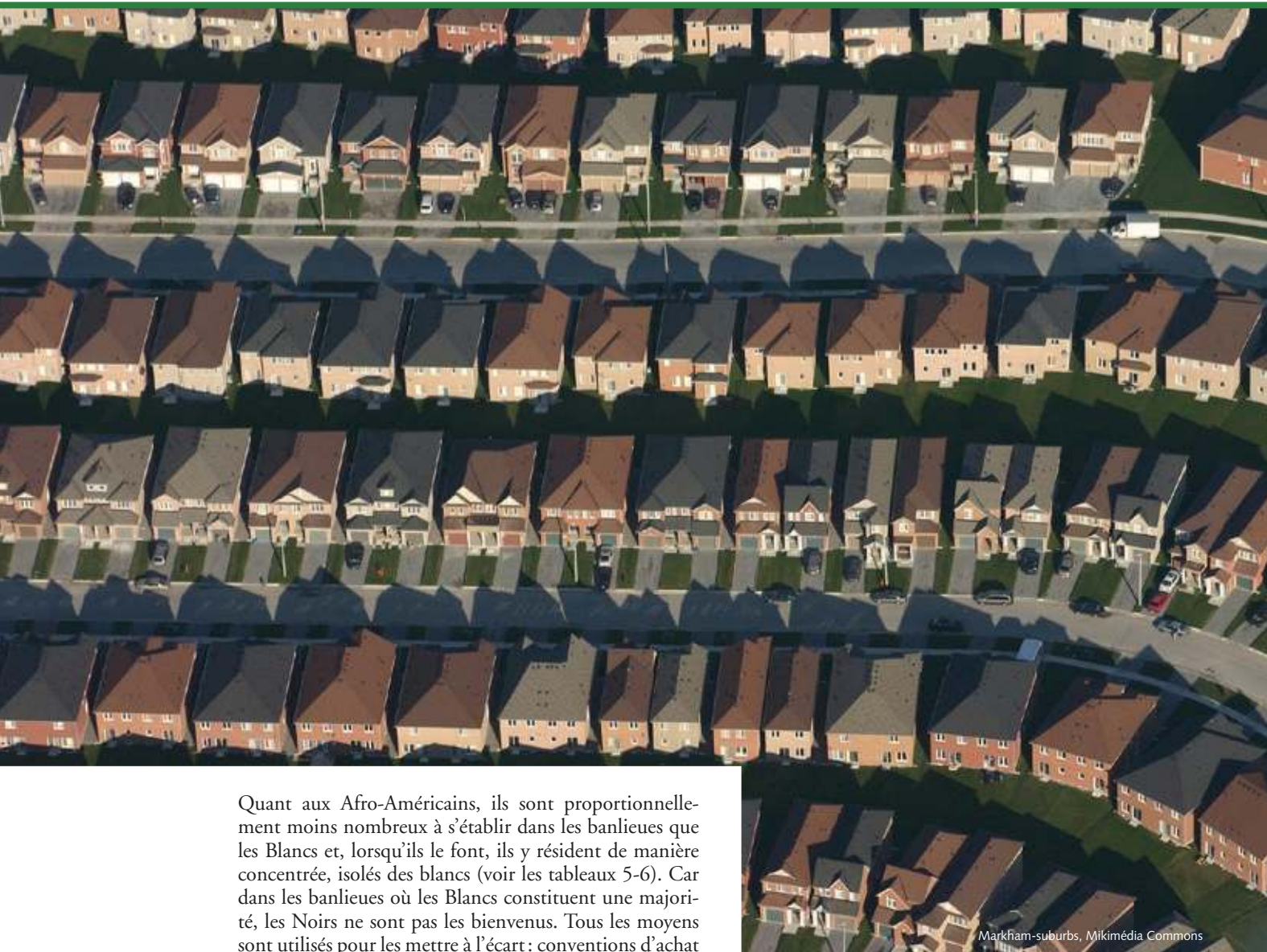
TABLEAU 6

DEGRÉ DE SÉGRÉGATION DES POPULATIONS NOIRES DANS QUELQUES VILLES AMÉRICAINES EN 1980 (%)

VILLES	SÉGRÉGATION NOIRES/BLANCS		% DE NOIRES DANS LES BANLIEUES
	Villes	Banlieues	
ATLANTA	79,5	68,1	14,6
BALTIMORE	78,5	54,5	8,5
BOSTON	78,9	54,1	1,5
CHICAGO	90,6	75,4	5,5
DÉTROIT	63,8	83,6	4,2
LOS ANGELES	83,0	78,9	9,5
MIAMI	77,5	75,4	14,6
NEW YORK	82,6	70,4	7,3
ST-LOUIS	83,7	75,7	10,5
SAN-FRANCISCO - OAKLAND	68,1	66,8	6,3
WASHINGTON DC	75,6	55,4	16,5

Le degré de ségrégation indique le pourcentage de Noirs qui devraient déménager afin de parvenir à un modèle résidentiel « normal », où chaque quartier reproduirait la composition raciale de la ville tout entière.

Source : Douglas S. MASSEY et Nancy A. DENTON, *American Apartheid*, Paris, Descartes & Cie, 1995, p.322



Quant aux Afro-Américains, ils sont proportionnellement moins nombreux à s'établir dans les banlieues que les Blancs et, lorsqu'ils le font, ils y résident de manière concentrée, isolés des blancs (voir les tableaux 5-6). Car dans les banlieues où les Blancs constituent une majorité, les Noirs ne sont pas les bienvenus. Tous les moyens sont utilisés pour les mettre à l'écart : conventions d'achat restrictives, refus des agents immobiliers et des constructeurs de vendre à des Noirs, discrimination de la part des institutions financières prêteuses, restriction de zonage pour les unités locatives et pour le logement social. Ces pratiques discriminatoires, bien que contraires au respect des droits de la personne, sont justifiées par leurs auteurs sur la base de l'exercice d'une liberté fondamentale : le droit pour chaque acheteur d'acquérir un bien immobilier et de résider dans un quartier où les Noirs sont absents, leur présence étant jugée comme causant la baisse de la valeur des propriétés. Et malgré l'action législative du gouvernement fédéral américain durant les années 1960 et 1970 visant à mettre fin à la ségrégation raciale dans le domaine de l'habitation, le phénomène ne s'atténuera guère par la suite. Pour résumer, les régions métropolitaines nord-américaines deviennent des courtes-pointes où se concentrent des blocs de populations plus ou moins homogènes, sur le plan social, racial et ethno-linguistique. Et où les gens vivent isolés, mais ensemble, avec des semblables à eux-mêmes.

Markham-suburbs, Milikimédia Commons

RÉFÉRENCES

- 1 Benjamin ROSS, *Dead Dend. Suburban Sprawl and the Rebirth of American Urbanism*, New York, Oxford University Press, 2014, p. 28.
- 2 *Ibid.*, p. 29. Traduction libre de Patrice Regimabld
- 3 D. J. WALDIE, *Holy Land. A Suburban Memoir*, New York, St Martin's Griffin, 1996, p. 161
- 4 *Ibid.*, p.161
- 5 *Ibid.*,p.37
- 6 Kenneth JACKSON, *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of United States*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p. 8
- 7 Jean-Pierre COLLIN, « La cité sur mesure : spécialisation sociale et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 13, n° 1, 1984, p. 19-34; Harold Bérubé, « Une gouvernance suburbaine distincte : les banlieues élitaires de Montréal (1880-1939) », *Recherches sociographiques*, vol. 53, n° 1, 2012, p. 41-62.
- 8 Voir : Guillaume MAROIS et Alain BÉLANGER, « De Montréal vers la banlieue : déterminants du choix du lieu de résidence », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 43, n° 2, 2014, p. 439-468; Douglas S. MASSEY et Nancy A. DENTON, *American Apartheid/ American Apartheid. Segregation and the Making of the Underclass*, traduit de l'anglais par Ada Grigorova et Irène Markowicz, Paris, Descartes & Cie, 1995 (1993), 384p



2170, rue Crescent,
Montréal, Québec, H3G 2B8
Tél : (514) 789-2446
info@atypika.ca

L'Histoire est votre passion. Chez Atypika nous offrons aux voyageurs de se faire raconter l'histoire du pays ou des lieux qu'ils vont visiter.

Vous pouvez former, avec nous, votre propre groupe pour la destination choisie, et l'accompagner. Chez-nous, notre espace-voyage vous attend: venez illustrer vos connaissances et partagez-les.